

**À propos de l'expansion de la  
« guerre au terrorisme » p. 5**

Contre l'austérité

**LUTTONS CLASSE  
CONTRE CLASSE!... p. 3**



[www.facebook.com/pcq1965](http://www.facebook.com/pcq1965)

**8 mars, Journée internationale des femmes**

**Émancipation des femmes -  
émancipation de l'humanité:  
imaginez-ça! ... p. 6**



**Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!**

## **LE MOUVEMENT SYNDICAL SE PRÉPARE POUR LA LUTTE AU QUÉBEC**

Par Johan Boyden

Le mouvement syndical du Québec se prépare pour une grande épreuve de force contre l'austérité, si la rhétorique d'une réunion spéciale, ouverte au public, tenue à la mi-Février, du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, est une indication.

La réunion était la troisième assemblée générale de militantes et de militants syndicaux tenue par la CSN depuis Septembre, et ayant eu lieu dans le contexte de la résistance contre les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement libéral.

Une de ces mesures est le projet de loi 10, qui venait d'être adopté quelques jours auparavant. Ce projet de loi a d'abord été proposé par le ministre de la Santé actuel, le Dr Gaétan Barrette (un candidat vedette du parti de droite populiste, la Coalition Avenir Québec (CAQ) lors de l'avant-dernière élection, qui a changé l'année dernière pour les Libéraux) en tant que mesure pour réduire les coûts en fusionnant différentes composantes de l'administration des services sociaux et de santé.

En fait, personne d'autre que les Libéraux ne semblait connaître le but de ce projet de loi alambiqué, la soi-disant «révolution Barrette». Puis, comme le projet de loi approchait de la fin des discussions du cycle parlementaire, les libéraux ont présenté des amendements qui ont montré clairement l'une des véritables raisons de cette législation.

Après quelques dérangements et interruptions par des clameurs de visiteuses et visiteurs, l'Assemblée nationale a approuvé le projet de loi par un vote de 79 à 38, après un débat-marathon à partir de 10 heures a.m. le Vendredi jusqu'à minuit le Samedi.

La pilule empoisonnée parmi ces amendements était à l'effet de fusionner les travailleuses et les travailleurs de la santé actuellement représentés par diverses organisations. Cela signifie que les différents syndicats seront obligés de lutter les uns contre les autres pour conserver leurs membres en plein durant les négociations.

Soudain, le but du projet de loi est devenu clair. La même stratégie avait été utilisée par le gouvernement libéral de Charest pour briser le Front Commun en 2005. La désunion qui en avait résulté a mis des bâtons dans les roues du militantisme

Suite p. 7 →

***Une action massive et unitaire  
peut défaire le bill C-51***



**DÎTES AU PARLEMENT QU'IL DOIT DÉFAIRE LE PROJET DE LOI D'ÉTAT POLICIER C-51!**

Déclaration du Comité exécutif central du Parti communiste du Canada, le 5 février 2015

Partout au Canada, l'alarme est sonnée contre le projet de loi C-51, la soi-disant « Loi anti-terroriste 2015 », qui donne à l'État canadien de nouveaux pouvoirs pour criminaliser la dissidence publique. En premier lieu, il vise celles et ceux qui sont critiques des politiques d'austérité néolibérales, de la destruction de l'environnement, et de la guerre impérialiste. Ce dangereux projet de loi conservateur aiderait en outre à transformer le SCRS en une force de police secrète, échappant au contrôle du public ou même du Parlement. Le Parti communiste du Canada soutient que le projet de loi C-51 ne peut pas être « amendé » ou « amélioré »; il doit être rejeté par le Parlement, et le SCRS lui-même devrait être démantelé et non pas renforcé.

Ce projet de loi constitue peut-être la plus grave menace pour la liberté d'expression et pour les libertés civiles au Canada depuis l'époque de la Loi des mesures de guerre qui, de la Première Guerre mondiale jusqu'aux années 1970, a été proclamée à plusieurs reprises par les gouvernements afin de suspendre les droits démocratiques, permettant des incarcérations massives de groupes ethniques particuliers, de communistes, de dirigeantes et de dirigeants syndicaux et d'un large éventail de forces démocratiques au Québec, jusqu'à ce qu'elle fusse finalement abrogée par le Parlement en réponse à une large pression publique.

Le but allégué du projet de loi C-51 est de protéger les Canadiennes et les Canadiens

contre le «terrorisme», mais son véritable but est d'aider le Parti conservateur à élargir sa base politique en prévision de l'élection fédérale de 2015, en usant de tactiques de peur et d'intimidation. L'objectif sous-jacent est de limiter les droits civiques, les droits des travailleuses et des travailleurs, les droits démocratiques de toutes les citoyennes et citoyens, ainsi que de toutes les résidentes et résidents canadiens, et d'élargir les pouvoirs d'un État de plus en plus autoritaire.

Tenant des discours racistes singularisant les mosquées d'une attention particulière, le premier ministre a ouvertement signifié que des pans entiers de la population sont placés dans une catégorie de terroristes potentiels, considérés «coupables jusqu'à preuve du contraire.» Même le Globe and Mail a averti que «la campagne de peur du Premier Ministre» est utilisée pour changer le SCRS en «quelque chose qui ressemble de façon inquiétante à une force de police secrète.»

Selon cette loi, les agentes et agents du SCRS seront autorisés à agir contre toute «menace pour la sécurité du Canada» perçue, sans mandat judiciaire s'ils affirment que leurs activités ne contreviennent pas à la Charte des droits ou à la loi. Le SCRS serait autorisé à interrompre des sites internet vaguement définis comme «radicaux», et à appliquer des ordonnances judiciaires pour retirer la «propagande

Suite p. 4 →

Communiqué de presse, 2 janvier 2015

## Une histoire de BDS victorieux :

# NAOT FERME SON MAGASIN DE CHAUSSURES RUE SAINT-DENIS

En 2010, **PAJU** (Palestiniens et Juifs unis) lance sa campagne pour faire de la rue Saint-Denis à Montréal une zone libérée de l'apartheid. La campagne a débuté en ciblant les chaussures Beautyfeel (fabriquées en Israël) au magasin de chaussures Le Marcheur, bien que l'objectif ultime de la campagne ait été la boutique Naot, une société transnationale dans laquelle Disney est détenteur majoritaire d'actions par le biais des investissements Shamrock. Leur usine de production est sise dans la colonie illégale de Gush Etzion, près de Hébron.

La décision de commencer un piquetage devant la boutique Le Marcheur montrait que PAJU boycottait un produit israélien et que ce boycott n'avait rien d'antisémite, en dépit des commentaires provenant des cercles en soutien à l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens.

Ces cercles proapartheid et leurs contacts avec les médias de soutien ont permis que la campagne de PAJU fasse les manchettes non seulement à Montréal, mais partout au Canada. Nous avons ainsi percé le rideau de silence sur la question du Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'occupation israélienne illégale et son système institutionnalisé de l'apartheid. Ce fut l'occasion pour PAJU de déplacer le piquetage de samedi en face de la boutique de chaussures Naot.

Peu de temps après, un groupe de contre-manifestants a commencé à apparaître les samedis pour harceler le piquet de PAJU et à apporter leur soutien au principe de l'apartheid israélien. Ils avaient le soutien à la fois du Journal de Montréal et du The Suburban. Malgré cette opposition proapartheid (laquelle a cessé de se présenter il y a environ deux ans), les membres du PAJU ont distribué en moyenne

autour de 300 dépliants (français et anglais) tous les samedis aux passants pour la période de deux heures que le piquetage a duré.

Cela a continué pendant 4 ans jusqu'à ce que la boutique Naot de la rue Saint-Denis ferme ses portes il y a quelques semaines. Au cours de ces quatre années — de 2010 à 2014 — les membres du PAJU sur la ligne de piquetage ont distribué plus de 35 000 dépliants,

PAJU continue sa campagne de boycott contre Indigo-Chapters dont sa PDG, Heather Reisman continue de promouvoir le programme HESEG, le Soldat Solitaire lequel incite les jeunes à s'enrôler dans l'armée de l'occupation israélienne en échange de bénéfices éducatifs et sociaux en Israël. (Voir le document du Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen Orient : <http://www.cjpmo.org/DisplayDocument.aspx?DocumentID=1063>)

PAJU incite le public d'acheter les livres en anglais ailleurs que chez Indigo-Chapters. Le boycott de PAJU contre Indigo-Chapters a lieu tous les vendredis de midi à 13h00 devant la librairie Indigo, rue Ste-Catherine coin avenue McGill College à Montréal. Venez vous joindre à nous.

Lorsque des centaines de groupes populaires et les militants sociaux à travers le monde travaillent ensemble à l'appui du peuple palestinien, les choses changent sur le terrain comme ce fut le cas en Afrique du Sud suite à la campagne BDS contre l'apartheid sud-africain. Le vent tourne contre l'apartheid israélien. PAJU est fier de faire partie de ce processus.

- [www.pajumontreal.org](http://www.pajumontreal.org) ♦



expliquant la nature de l'occupation israélienne illégale, le but de la campagne BDS et le caractère illégal de ces usines implantées en

territoires palestiniens occupés.

PAJU a utilisé sa campagne BDS contre Naot pour informer et éduquer le public sur ce qui se passe sur le terrain en Palestine occupée et quel rôle le public peut jouer pour forcer Israël à respecter l'état de droit tel qu'il s'applique au droit international et par rapport au principe des droits de la personne par le biais de la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël.



## Le protocole d'entente Canada-Israël et le projet de loi C-51

Éditorial de People's Voice

Lorsque John Baird a démissionné de son poste au cabinet fédéral au début de février, on a pu voir une « consternation » profondément ridicule et la question s'est posée: comment Israël pourra-t-il fonctionner avec un seul ministre des Affaires étrangères?

Probablement est-ce juste une coïncidence, mais son soudain départ est survenu deux semaines seulement après un "protocole d'entente" choquant qui a été co-signé par Baird au nom du Canada, et le faucon sioniste notoire, Avigdor Lieberman, l'actuel ministre des Affaires étrangères d'Israël. Les lectrices et les lecteurs sont invités à consulter le protocole d'entente sur Internet, mais quelques extraits suffisent à expliquer son contenu.

« Profondément préoccupés par les efforts de critiquer et d'isoler l'État d'Israël, y compris à l'échelle internationale par les appels au boycott de l'État d'Israël, pour la cession des investissements, et pour des sanctions à imposer à Israël (et), Reconnaisant que le ciblage sélectif d'Israël reflète le nouveau visage de l'antisémitisme, (les deux états) vont travailler ensemble pour s'opposer aux efforts pour ci-

bler ou isoler l'État d'Israël à travers: le développement d'une initiative de diplomatie publique coordonnée ... »

Pris dans le contexte des dénonciations vitrioliques du gouvernement Harper des mouvements de solidarité avec la Palestine, ce protocole d'entente donne au projet de loi C-51, la législation actuellement devant le Parlement, une nouvelle et terrifiante dimension. Essentiellement, le Canada a signé un engagement à définir toute partisane et tout partisan du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre la politique d'apartheid d'Israël comme une et un terroriste potentiel sujet à un large éventail de surveillance policière, aux détentions préventives, à la saisie d'ordinateurs, et autres sales trucs et à la répression étatique. Les partisan(ne)s de l'occupation israélienne des territoires palestiniens et de l'assassinat brutal de civil(e)s palestinien(ne)s par les forces de défense israéliennes ou de leur délogement par les colons sionistes, seront bien sûr traités comme des héros. La puanteur de l'hypocrisie raciste sur la Colline du Parlement ces jours-ci est accablante. ♦

## Clarté

Clarté est publiée par New Labour Press Ltd.,

Imprimée chez Payette et Simms, Saint-Lambert, Québec, et est de fabrication syndicale sur du papier recyclé.

### Collaboration:

S. Archambault, J. Boyden, M. Breton-Fontaine, K. Cariou, M. Figueroa, P. Fontaine, R. Luxley, W. Sloan, A. Welsh, N. Welsh.

### Commentaires et lettres à l'éditeur:

Clarté vous encourage à lui écrire:  
Rédacteur en chef: Robert Luxley  
5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal,  
H2V 4G9, 438-338-8890  
pcqpc@gmail.com

Clarté est heureuse de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel.

Nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

Contre l'austérité

# Luttons classe contre classe!

Par Robert Luxley

À peine élu, le gouvernement Couillard a donné le mandat à deux économistes bien connus pour leurs positions de droite, de faire une étude de l'état des finances publiques. Environ deux semaines plus tard, ces derniers rendaient public leur rapport : selon eux, les finances publiques étaient dans un état catastrophique et les déficits budgétaires trop importants étaient « structurels ». Par conséquent, il fallait remettre en question tous les programmes du gouvernement.

Beaucoup ont compris que ce n'était en réalité qu'une mise en scène cousue de fils blancs pour fournir le prétexte d'une offensive majeure contre les dépenses publiques d'intérêt social, un grand branle-bas de « rigueur » budgétaire, comme le gouvernement tient à tout prix à nommer ses politiques d'austérité ( la traduction anglaise de « rigueur économique » est « economic austerity »). Pire, le gouvernement, tant pour le déficit budgétaire provincial que dans le cas des déficits des régimes de retraites, a délibérément gonflé ses chiffres pour créer une situation plus alarmante.

Le premier ministre Couillard reprenait donc le programme néolibéral de Jean Charest où ce dernier l'avait laissé, mais à un rythme accéléré. Lors de la dernière élection, il s'était rallié des radicaux de droite, comme Gaëtan Barette, transfuge de la CAQ, Martin Coiteux, proche du groupe d'extrême-droite Réseau-Liberté-Québec, et Carlos Leitão, issu des banques Royale et Laurentienne, et dont il a fait son état-major. Il a fait siennes des politiques très dures de la CAQ, cette dernière trop fière de clamer que le gouvernement lui vole ses idées.

On connaît la suite : gel de la masse salariale des 500 000 employé(e)s des secteurs public et parapublic déjà sous-payés; adoption de la loi 3 s'attaquant aux régimes de retraite des employé(e)s municipaux; abolition d'organismes de concertation et de développement local et régional; hausse majeure des tarifs des services de garde et par la même occasion, mise au rancart du principe d'universalité; augmentations des tarifs d'électricité; coupes des prestations d'aide sociale pour les plus démunis; coupes en environnement, en logement, en culture, dans les services aux personnes ayant des limitations fonctionnelles, en transport; fusions et compressions budgétaires en santé, notamment avec l'adoption de la loi 10; compressions en éducation, qui se traduisent entre autres, par la suppression de l'aide aux devoirs et par la coupe des petits déjeuners pour les enfants pauvres, etc., etc.

Il s'agit d'une remise en question fondamentale du régime d'« état-providence » qui avait été établi au Québec depuis la révolution tranquille des années 1960. Et il est clair dans l'esprit du gouvernement libéral que non seulement ces compressions sont définitives, même après l'atteinte de l'équilibre budgétaire, mais qu'il va en venir d'autres.

## L'ILLUSION RÉFORMISTE

On entend souvent le gouvernement se faire accuser de vouloir détruire le « modèle québécois ». Ce modèle se distinguerait de celui du reste du Canada par une implication accrue de l'État dans le développement économique et dans le soutien aux entreprises, ainsi que par une approche favorisant la concertation entre l'État et les divers agents économiques, incluant, bien sûr, les syndicats. On prétend que ce modèle serait presque le fait d'un choix démocratique, un choix de société résultant d'un consensus social. On laisse entendre que le gouvernement, parce qu'il est fédéraliste, chercherait plutôt à rabaisser le Québec au même niveau que le reste du Canada.

La plupart des dirigeantes et dirigeants syndicaux, par exemple, tout en admettant l'importance d'équilibrer les finances publiques, critiquent les politiques trop austères du gouvernement qu'ils accusent de nuire à la relance économique et même, de possiblement provoquer la récession. Des hausses de salaires et la création d'emplois, incluant dans les services publics, sont considérées comme des investissements qui, en stimulant la consommation, contribueraient à faire rouler l'économie, qui en retour, pourrait générer plus de revenus en taxes et

en impôts pour l'État.

Telle est, grosso-modo, le discours qui domine dans les milieux syndicaux et progressistes qui contestent les politiques d'austérité du gouvernement actuel. Celui-ci, trop aveuglé par ses dogmes idéologiques néolibéraux, se tromperait, car, l'austérité serait « un mauvais calcul », ça ne marche pas comme le démontrerait la situation en Europe.

Bref, on n'est très loin de remettre le système en question. Il suffirait d'élire un gouvernement de bons gestionnaires (et plusieurs trouvent que c'est le PQ, malgré tout, qui est le plus apte à faire ce travail), plus ouverts à la concertation et tout irait pour le mieux dans le système capitaliste.

## UNE THÉRAPIE DE CHOC

Or c'est une grave erreur de croire que les Libéraux sont de dogmatiques fédéralistes et de mauvais gestionnaires parce qu'ils pratiquent l'austérité. En réalité, leur but n'est pas de relancer la consommation et faire « rouler » l'économie. Ils cherchent plutôt à mettre la classe ouvrière sur la défensive pour faire reculer les salaires dans le but de restaurer le taux des profits. Les gouvernements ne sont pas neutres, ils défendent toujours les intérêts d'une classe particulière. Ainsi, les choix économiques du gouvernement libéral visent justement à sauver le système capitaliste. Il fait à la fois d'excellents calculs pour la bourgeoisie, mais de bien mauvais pour la classe ouvrière et la population en général.

La crise économique de 2008, bien qu'elle se soit révélée à l'occasion de l'éclatement de la bulle financière des hypothèques à risque (subprimes), trouvait sa source dans les lois immanentes du système capitaliste lui-même, en particulier la loi de la baisse tendancielle du taux de profit mis en évidence par Karl Marx : « *Le fait qu'elle ait démarré dans la sphère financière n'implique donc pas qu'il s'agisse d'une crise financière. Il s'agit d'une crise systémique de l'ensemble des dispositifs mis en place pour réussir à restaurer le taux de profit...* » (Les limites du keynésianisme, Michel Husson, Alencontre, 15 janvier 2015).

**Les pays qui ont subi l'austérité budgétaire (et salariale) la plus forte sont aussi ceux où les profits se sont le plus nettement rétablis.**

Pendant plusieurs années depuis le milieu des années 80, la bourgeoisie avait réussi à contrer la tendance à la baisse du taux de profit en limitant les salaires. L'extension de l'accès au crédit avait en même temps servi de soupape au système, en permettant aux travailleuses et aux travailleurs de maintenir malgré tout un certain niveau de vie tout en soutenant la consommation. Mais, à partir du milieu des années 2000, la chute du taux de profit fut inexorable, engendrant la crise économique la plus grave depuis les années 30.

C'est dans ce contexte que se situe l'austérité : après avoir endetté les États pour sauver de la faillite les banques et les grandes entreprises, la bourgeoisie est maintenant à pied d'œuvre pour assainir les finances publiques et restaurer le taux des profits. « *À travers la montée du chômage et l'austérité salariale, elles (les politiques d'austérité, ndr.) permettent aussi de rétablir le taux de marge des entreprises, autrement dit la part du profit dans leur valeur ajoutée. Les pays qui ont subi l'austérité budgétaire (et salariale) la plus forte sont aussi ceux où les profits se sont le plus nettement rétablis. Et il est frappant de constater que les pays de la périphérie (Grèce, Espagne, Portugal et Irlande) ont vu le taux de marge se rétablir malgré l'effondrement de leur économie et l'explosion du chômage.*

(...)

Les politiques menées en Europe ne doivent donc pas être analysées comme des politiques « absurdes » ou déficientes, mais comme une **thérapie de choc**, qui, au-delà de ses effets col-

latéraux négatifs, vise clairement trois objectifs combinés : rétablir la rentabilité, liquider autant que possible les acquis sociaux, et protéger les institutions financières et bancaires d'une dévalorisation de leurs actifs. C'est ce que ne comprennent pas les analyses keynésiennes qui, fascinées par la finance, négligent les fondements structurels de la crise. » (Les limites du keynésianisme...).

Ainsi, la politique d'austérité du gouvernement libéral est une nécessité essentielle pour la rentabilité des investissements. La faible rentabilité actuelle explique notamment que les entreprises préfèrent thésauriser plutôt que d'investir.

Selon une étude de l'IRIS, les liquidités que les entreprises ont pu engranger grâce aux réductions d'impôt dont elles bénéficient au Canada, correspondent à près du tiers de la taille de l'économie tant au Québec qu'au Canada. Le niveau des liquidités des entreprises qui s'élèvent à 630 milliards de dollars au Canada et à 110 milliards au Québec à la fin de 2014, place autant le Canada que le Québec parmi les territoires où l'épargne des entreprises est la plus élevée au monde.

Or, ces cadeaux fiscaux donnés aux entreprises expliquent non seulement le niveau des liquidités dont elles disposent mais aussi pour une grande part, le déficit budgétaire de l'État. Ainsi, alors qu'en 1963 les recettes du gouvernement fédéral provenaient à 45% du revenu des particuliers et à 55% du revenu des entreprises, en 2003, les particuliers contribuaient pour 80% et les entreprises seulement pour 20%. L'impôt combiné fédéral-provincial pour les entreprises au Québec est le plus bas en Amérique.

Comme le gouvernement doit s'endetter pour combler le manque à gagner qu'il s'impose, il choisit en retour de couper les dépenses sociales pour « assainir les finances publiques ». Comme ces dépenses entrent justement dans le coût global des frais de reproduction de la force de travail de l'ensemble de la classe ouvrière, affectant le niveau de plus-value et de là, le taux de profit, la réduction de ces dépenses s'inscrit tout à fait dans la restauration d'un taux de profit général plus élevé.

C'est d'ailleurs dans cette perspective que le gouvernement entend restreindre les salaires de ses employé(e)s du secteur public, d'une part, pour limiter ses dépenses, mais aussi pour servir d'exemple pour le secteur privé dont les travailleuses et les travailleurs, en tant que producteurs de la plus-value, sont la cible première des politiques d'austérité.

## UNE LUTTE RÉSOLUE SERA NÉCESSAIRE

Dernièrement, alors qu'il prenait la parole devant la Chambre de commerce de Montréal, quelques militantes et des militants qui s'étaient introduits dans l'assemblée, ont chahuté le premier ministre Couillard en criant « Arrêtons Couillard ! ». Ce dernier, chaudement applaudi par l'auditoire composé de gens d'affaires, a répliqué fermement : « Non! Je ne m'arrêterai pas. » La scène rappelait l'arrogant Jean Charest qui voulait envoyer les étudiantes et étudiants « dans le Nord ».

Il faudra donc bien plus que des pourparlers, des discours et des manifestations pour convaincre le gouvernement libéral de changer de cap. L'enjeu pour la bourgeoisie au Québec est fondamental et le gouvernement savait d'emblée que ses politiques susciteraient beaucoup de résistance et de désapprobation. Le gouvernement sera donc un adversaire extrêmement déterminé, comme le fut le gouvernement Charest avant lui contre le mouvement étudiant. Mais à la différence de Charest, Couillard n'est pas menacé par de prochaines élections.

Il y a donc peu de chance que l'issue de la lutte repose sur une éventuelle défaite électorale du gouvernement. Seule une mobilisation encore plus déterminée pourra forcer la bourgeoisie et son gouvernement à consentir à des compromis. Les négociations du secteur public sont dans ce contexte d'une importance stratégique car elles peuvent être au cœur de la riposte et d'un mouvement de grève générale et sociale. ♦

Suite de la p.1 - Bill C-51

terroriste» d'Internet. Le projet de loi abaisse le seuil légal permettant la détention de personnes sans inculpation pénale, et élargit la portée de la « no-fly list ».

Les agentes et les agents du SCRS seront autorisés à pénétrer dans les maisons et les bureaux, à saisir des documents, à enlever tout ce qu'ils trouvent, à installer des dispositifs de surveillance, ou à se livrer à tous les «coups tordus» ou toutes les activités perturbatrices qu'un juge trouvera «raisonnables».

Depuis que le gouvernement a déclaré que le Canada est en guerre, il ya tout lieu de croire que les limites judiciaires de ces pouvoirs policiers seront au mieux minimales, et que ces activités seront intégrées aux «opérations sales» de la CIA à travers le monde. Tout aussi inquiétant, il n'y aura même pas de mécanisme pour que les Canadiennes et les Canadiens puissent simplement surveiller le SCRS, n'autorisant que le Bureau du premier ministre et une petite clique de fonctionnaires, impuissants et complices, à avoir connaissance de ses actions.

La section 16 de C-51 qui interdit de «défendre et de promouvoir le terrorisme», soulève un large éventail de questions laissées sans réponse. Par exemple, le ministre de la Sécurité publique Blaney a refusé de donner une réponse directe, tant au Parlement ou qu'aux médias, concernant les protestations non-violentes de désobéissance civile contre l'extraction et l'exportation du pétrole des sables bitumineux. L'implication claire des commentaires du ministre Blaney est que toutes les protestations dirigées contre l'industrie de l'énergie sont par définition potentiellement dangereuses, et pourraient tomber dans le cadre général de l'activité «terroriste». De même, les ministres conservateurs qui calomnient à répétition les larges mouvements qui s'opposent à l'occupation de style apartheid par Israël des territoires palestiniens— tel que la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions — marquent en fait ces mouvements comme cibles des actions du SCRS.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2006, le gouvernement Harper s'est engagé dans la surveillance massive des mouvements des peuples autochtones, et a fréquemment utilisé la loi pour forcer le retour au travail contre les syndicats des employé(e)s sous juridiction fédérale, affirmant que les grèves à Air Canada, à Postes Canada, etc., consti-

tuaient des menaces pour l'économie. Maintenant, le projet de loi C-51 va criminaliser des actions qui « interfèrent avec la capacité du gouvernement canadien de maintenir la stabilité économique ou financière », une menace évidente à la fois contre le mouvement syndical et le droit de grève, et même contre tout mouvement qui résiste au programme des banques et des compagnies. Les syndicats et les peuples autochtones seront des cibles de choix du SCRS renforcé, comme ils l'étaient pour la GRC qui a été utilisée pendant des décennies par les gouvernements fédéral et provinciaux pour briser les grèves et cibler les militantes et militants autochtones.

En d'autres termes, les Conservateurs de Stephen Harper donnent au SCRS des pouvoirs qui vont bien au-delà de ceux qui ont été retirés à la GRC il y a plus de 30 ans à la suite de ses activités illégales, telles que la grange incendiée au Québec et l'espionnage du Syndicat des travailleurs et des travailleuses des postes (STTP), et en même temps les Conservateurs sont implicitement en train d'établir le programme politique pour les opérations de cette nouvelle police secrète.

Un nombre grandissant de critiques est en train d'émerger, y compris de la part de certains médias et par les groupes de défense des libertés civiles. La chef du Parti vert, Elizabeth May, MP, a condamné C-51 comme ayant une portée si excessive qu'il « pourrait s'appliquer à n'importe quoi ». Les néo-démocrates, les Libéraux et le Bloc québécois ont soulevé des questions sur le manque de contrôle public du SCRS, mais, malheureusement, ces partis d'opposition n'ont pas encore pris une position de principe pour bloquer C-51 au Parlement. (Au moment d'aller sous presse, les Libéraux et le Bloc québécois avaient décidé de voter en faveur de la loi, tandis que le NPD avait finalement décidé de s'opposer. Ndlr.)

Le Parti communiste fera tout en son pouvoir pour aider à défaire le projet de loi C-51. Nous encourageons vivement les mouvements ouvrier et démocratiques, les groupes environnementaux, les peuples autochtones, les mouvements de solidarité avec la Palestine et les mouvements anti-guerre, les groupes de défense des libertés civiles, et toutes celles et ceux qui se soucient des droits civiques, des droits des travailleuses et des travailleurs, et des droits démocratiques, d'aider à bâtir une campagne puissante, massive et unitaire contre cette loi d'État policier. Une telle lutte à grande échelle peut gagner en mobilisant l'opposition du public à travers le pays! ♦



## CANADA HORS D'IRAK:

# NON À UNE NOUVELLE INTERVENTION IMPÉRIALISTE !

### Déclaration du Comité central du Parti communiste du Canada, 13 au 14 sept. 2014

Le Parti communiste du Canada s'oppose à une nouvelle guerre impérialiste en Irak, sous prétexte de combattre l'État islamique (ISIS), et appelle au retrait immédiat et complet du Canada de l'intervention militaire dirigée par les États-Unis.

La doctrine de la responsabilité de protéger est servie à la population canadienne comme argument pour justifier une nouvelle guerre en Irak. Dans cette histoire, l'intervention est promue comme nécessaire pour sauver les peuples d'Irak et de Syrie du terrorisme de l'État islamique.

Mais cet argument occulte le fait que la principale et la plus immédiate menace à la paix et à la population du Moyen-Orient vient de l'impérialisme. Ce sont les États-Unis, de concert avec leurs alliés de l'OTAN et Israël, qui ont dirigé l'invasion de l'Irak en 1990, et qui ont effectué les sanctions meurtrières durant la décennie qui a suivi, et qui ont de nouveau envahi et occupé le pays à partir de 2003. Ce sont les États impérialistes qui ont mené une guerre terroriste contre le peuple de Syrie, où 100 000 personnes sont mortes et des millions ont été déplacées. C'est l'impérialisme qui a soutenu l'occupation israélienne de la Palestine, les politiques d'apartheid contre le peuple palestinien, et les frappes militaires répétées d'Israël contre Gaza.

Les horreurs de l'État islamique sont l'héritage de l'invasion et de l'occupation impérialiste de l'Irak sous commandement américain, une agression qui a imposé le sectarisme et la division nationale dans ce pays.



Il n'est pas fortuit que l'intérêt soudain et intense de l'impérialisme pour l'Irak s'est développé à la suite de son échec à renverser le gouvernement de la Syrie et en même temps où l'OTAN finalise son départ d'Afghanistan. Une reprise de la guerre contre l'Irak permettra aux États-Unis et à leurs alliés de maintenir d'énormes bases militaires dans la région et

fournira un prétexte pour une nouvelle intervention militaire en Syrie.

Il appartient exclusivement au peuple d'un pays de déterminer le chemin de son développement politique, social et économique, libre de toute ingérence étrangère. Au lieu de chercher de nouveaux prétextes pour justifier une nouvelle intervention en Irak, les États-Unis et leurs alliés devraient se retirer complètement du Moyen-Orient.

Au Canada, le gouvernement conservateur d'Harper a exprimé son soutien à l'intervention militaire impérialiste et a déjà commencé le déploiement de militaires canadiens et d'équipement vers l'Irak. Les mobilisations massives de 2002 et 2003 contre la guerre avaient empêché le gouvernement Chrétien de participer officiellement à l'invasion et l'occupation de l'Irak. Cette importante victoire ne doit pas être oubliée maintenant.

Le Parti communiste dénonce le soutien du gouvernement Harper à la reprise de la guerre en Irak, quel qu'en soit le prétexte, et demande à tous les progressistes et tous celles et ceux qui soutiennent la paix, de s'opposer activement contre le déploiement militaire canadien. ♦

À propos de l'expansion de la « guerre au terrorisme »

# Unissons-nous pour défendre la démocratie, la paix et l'égalité!

Comité exécutif central, Parti communiste du Canada

Comité national, Parti communiste du Québec

25 janvier 2015

Depuis les terribles événements survenus à Paris le 7 Janvier et les jours suivants, politiciens et grands médias des pays membres de l'OTAN, dont le Canada, tonnent que « nous devons tous nous unir » en réponse à une soi-disant « déclaration de guerre » de groupes religieux extrémistes. Mais sous le couvert de « sauvegarder nos libertés contre le terrorisme », le gouvernement d'Harper et les autres gouvernements occidentaux se lancent dans une escalade de militarisme et d'agressions à l'étranger, et rognent davantage les libertés démocratiques - en particulier le droit à la dissidence - au pays.

Pour être clair, le Parti communiste du Canada condamne catégoriquement toutes les actions terroristes, qu'elles soient commises par des individus, des mouvements ou des États impérialistes. Comme nous l'avons dit immédiatement après les événements du 11 septembre 2001, « les actions terroristes sapent la lutte pour un changement progressiste; elles mettent sur la touche et neutralisent le mouvement des masses, créent la peur et désorientent la riposte populaire, et fournissent à l'impérialisme et à la réaction un puissant prétexte pour intensifier la répression ».

Cela dit, les menaces les plus graves pour la paix et la sécurité, et pour les droits et les libertés démocratiques, proviennent des politiques et des actions des gouvernements occidentaux eux-mêmes, et non d'un petit nombre de criminels violents qui cherchent à provoquer la répression dans l'espoir de gagner du soutien à leur propre agenda étroit et fondamentaliste.

Les travailleuses et les travailleurs se font dire aujourd'hui de « prendre partie » dans la confrontation entre les grandes puissances impérialistes et les mouvements religieux réactionnaires. Ce faux choix fait fi de la réalité à l'effet que les puissances de l'OTAN, dont le Canada, portent la responsabilité d'avoir créé les conditions qui ont favorisé l'émergence des groupes fondamentalistes. Dans de nombreux cas, les agences de renseignement occidentales ont eu une implication directe dans leur formation. Pendant les années 1980, par exemple, les États-Unis ont armé les adversaires du gouvernement progressiste de l'Afghanistan, dans le but géopolitique de déstabiliser l'URSS. Les États-Unis et d'autres puissances impérialistes sont intervenus en Irak, en Iran, en Libye, en

Syrie, en Yougoslavie et dans de nombreux autres pays, cherchant toujours à saper les forces progressistes et à prendre le contrôle du pétrole et des autres ressources naturelles. Israël, le plus proche allié de l'impérialisme américain et canadien, a également continué d'occuper les territoires palestiniens au cours de cette période.

Des millions de personnes sont mortes à la suite de ces guerres et de ces occupations impérialistes, et de l'imposition de politiques économiques et sociales néolibérales soutenues par l'Occident. Cela a suscité un énorme ressentiment chez les populations de ces pays agressés, avec des résultats prévisibles, et a aussi alimenté la croissance de dangereuses forces fascistes et anti-immigrées à travers l'Europe et l'Amérique du Nord.



Nous défendons la liberté d'expression, y compris le droit de critiquer les croyances religieuses, mais nous observons aussi que le contenu de *Charlie-Hebdo* a souvent contribué à l'augmentation dangereuse de la bigoterie et de la xénophobie en Europe. Le seul moyen de sortir de cette spirale de haine et de violence est de promouvoir l'action commune des travailleuses et des travailleurs de toutes origines nationales et de toutes croyances religieuses contre la domination et l'exploitation des sociétés transnationales, et de défendre la souveraineté nationale.

Le fait est que tant les puissances impérialistes que les groupes extrémistes réactionnaires défendent leurs intérêts propres, lesquels sont tout à fait

hostiles aux travailleuses et aux travailleurs. La fausse théorie du « choc des civilisations » divise et affaiblit les travailleuses et les travailleurs en nous tournant les uns contre les autres sur la base de la religion ou de l'origine nationale. Au lieu de cela, la vraie alternative est de construire l'unité autour d'un véritable programme populaire et d'une stratégie pour faire reculer l'austérité, mettre fin aux guerres impérialistes d'occupation, et défendre l'environnement. Plutôt que de s'entretenir, la classe ouvrière de tous les pays doit s'unir pour le plein emploi, pour l'accès aux soins de santé, pour l'éducation et les programmes sociaux, pour un environnement sain et un développement économique pacifique.

Le Parti communiste du Canada exhorte les mouvements ouvriers et

parole et de faire taire les critiques des politiques et des gouvernements de droite. La véritable stratégie d'Harper est de revenir en arrière, pour donner aux gouvernements le pouvoir de sévir contre les syndicats, contre les mouvements de résistance autochtones, les immigrantes et les immigrants, les écologistes, les défenderesses et les défenseurs des droits civiques, les radicaux politiques et autres qui s'opposent à l'agenda de « libre-échange », d'austérité néolibérale et de militarisme des compagnies.

Le Parti communiste exige la fin de la participation du Canada dans les guerres d'agression, y compris le bombardement actuel de l'Irak et de la Syrie, qui ne peut conduire qu'à de nouvelles violences. Nous exhortons les mouvements ouvriers et démocratiques à condamner les efforts du gouvernement Harper (avec l'appui des autres partis parlementaires) pour restreindre les libertés civiques, les droits du travail et les autres libertés démocratiques au nom d'une guerre contre l'Islam et même contre les citoyens de notre propre pays.

Au lieu de cela, nous réclamons que le Canada se retire de l'OTAN, de Syrie et d'Irak! Élisons un gouvernement qui adoptera une politique étrangère indépendante de paix et de désarmement. N'envoyons pas de jeunes Canadiennes et Canadiens à la guerre - finançons la création d'emplois et les programmes sociaux, et non dans le militarisme. Protégeons les minorités et étendons les droits sociaux, civiques, ouvriers et démocratiques, au pays comme à l'étranger. Limitons le pouvoir des compagnies canadiennes et internationales. Rejetons les accords de « libre-échange », protégeons et restaurons la souveraineté du Canada et de tous les autres pays.

Dans la situation instable d'aujourd'hui, les Canadiennes et les Canadiens doivent rejeter les tentatives de manipuler l'opinion publique au moyen de la peur, de la surveillance de l'état policier, du racisme et de l'intimidation. Le Parti communiste exhorte toutes celles et ceux qui soutiennent la paix, les droits civiques et les libertés démocratiques à s'exprimer - dans les rues, dans les médias sociaux, et dans les urnes - contre l'escalade de répression de l'État qui tente d'étouffer notre résistance collective. Il n'est pas trop tard, mais le moment de défendre la démocratie, c'est aujourd'hui! ♦

La véritable intention tant de celle-ci que des autres lois de « sécurité nationale » est d'étouffer la liberté de

qui combattent le gouvernement Assad. Ces voyous brutaux sont aussi nos ennemis mortels, mais nous ne portons pas trop attention à ces détails sordides. Ni que Stephen Harper ait accusé les tueurs fascistes de Colombie de « déclarer la guerre à la civilisation » depuis que les sociétés canadiennes ont des investissements importants dans ce pays.

La vérité est que les journalistes morts sont parfois très utiles comme prétexte pour supprimer les libertés civiles et les droits démocratiques, et pour stimuler les dépenses militaires et policières. C'est le destin tragique des caricaturistes de Paris. Donc excusez-nous de ne pas nous joindre au chœur de la « défense des valeurs occidentales ». Non, nous ne sommes pas Charlie. Mais nous continuerons d'exiger la fin des guerres de l'OTAN, la fin de l'occupation israélienne de la Palestine, la fin des politiques d'austérité et de la destruction de l'environnement, et l'établissement d'une politique étrangère canadienne indépendante de paix et de désarmement. Et nous allons aussi continuer à résister à la stratégie du régime Harper de répression de la dissidence par la surveillance de masse et la politique de peur. ♦

Éditorial de People's Voice, 1-31 janvier 2015

## NOUS NE SOMMES PAS CHARLIE!

Parfois, les gens ne doivent pas embarquer dans un train dangereux en marche. Après les meurtres des dessinatrices et des dessinateurs de Charlie Hebdo, de nombreux hommes politiques et des médias attisent le racisme et la haine des musulmanes et des musulmans. Nous n'avons aucune sympathie pour les tueurs méprisables de Paris. Personne n'a le droit d'exécuter des journalistes pour le supposé « crime » de se moquer de la religion, sans compter le massacre de gens qui sont au mauvais endroit au mauvais moment. Mais les dirigeants élus n'ont pas davantage le droit de faire de religions entières des boucs émissaires pour en tirer un avantage politique.

Malheureusement, la tendance actuelle est plutôt d'attiser l'indignation à propos de certains décès, tout en ignorant d'autres. Des dizaines de journalistes sont tués chaque année, souvent en dévoilant l'action des escadrons de la mort d'extrême-droite et des fonctionnaires corrompus dans des pays comme la Colombie, ou en rapportant sur des conflits armés, dont 153 à ce jour en Syrie. Mais, ces morts font rarement les nouvelles au Canada. Après tout, les massacres en Syrie sont principalement le fait de nos braves alliés, les gangs armés

# ÉMANCIPATION DES FEMMES - ÉMANCIPATION DE L'HUMANITÉ: IMAGINEZ-ÇA!

Salutations du Parti communiste du Canada à l'occasion de la JIF 2015.

Le 8 mars, Journée internationale des femmes, est une occasion de célébrer nos luttes historiques pour l'égalité et de s'unir pour relever les défis d'aujourd'hui. À l'occasion de la JIF 2015, le Parti communiste du Canada exprime sa solidarité la plus chaleureuse envers toutes celles et ceux qui se dressent en faveur de la paix, l'égalité, la démocratie et le progrès social.

En Septembre 1995, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes s'est tenue à Beijing. 30 000 militantes avaient organisé un Forum parallèle, tandis que les représentantes des gouvernements de 189 pays élaboraient la Déclaration de Beijing et le Programme d'action. Malgré ses lacunes, le document était étonnamment complet, couvrant les femmes et l'environnement, l'économie, l'éducation, la santé, les conflits armés, et bien plus encore.

L'Organisation des Nations Unies souligne le 20e anniversaire de la Déclaration de Beijing avec le slogan « Émancipation des femmes – Émancipation de l'humanité : Imaginez-ça ! » Pourtant, les femmes dans une grande partie du monde semblent encore plus éloignées de l'émancipation.

Dans les deux dernières décennies, la « lutte pour défendre les droits des femmes » est devenue une justification fréquemment utilisée pour une intervention militaire directe. Et bien que les talibans, Al-Qaïda et l'État islamique soient profondément réactionnaires, ces mouvements sont en grande partie un produit des efforts de l'impérialisme pour s'emparer des ressources et pour faire des profits. Avant les interventions occidentales, le statut des femmes dans les États laïcs d'Afghanistan, de Syrie, de Libye et d'Irak était beaucoup mieux qu'en Arabie Saoudite et d'autres régimes soutenus par le Canada.

La violence n'est pas une solution pour les victimes des conflits armés, en particulier les femmes civiles et les enfants. La guerre a provoqué une augmentation massive des réfugié(e)s dans le monde entier. En Syrie seulement, plus de 3 millions de réfugié(e)s ont fui, et 6,5 millions ont été déplacés à l'intérieur du pays. Les femmes et les filles sont utilisées comme instruments de guerre, enlevées et violées, du Nigéria (par Boko Haram) à l'Amérique centrale (par les forces paramilitaires). Du Moyen-Orient à l'Afghanistan et à la Colombie, les guerres alimentées par les sociétés transnationales, les puissances occidentales et les élites locales créent des catastrophes sanitaires en détruisant les centrales électriques, les systèmes d'approvisionnement d'eau et les hôpitaux. Des milliards de dollars sont gaspillés en militarisme plutôt qu'être investis en éducation, en opportunités économiques, en eau potable, et en santé, ou pour aider les mouvements populaires qui luttent pour les droits humains, la sécurité personnelle, le droit de choisir dans le mariage et en matière de reproduction. La dévastation de l'environnement affecte particulièrement les femmes et les enfants, tant celles et ceux qui vi-

vent près des sables bitumineux de l'Alberta, que les millions qui sont touché(e)s par la sécheresse en Afrique subsaharienne.

Nous exprimons notre entière solidarité avec les femmes de Palestine, et notre soutien à la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre la politique d'apartheid d'Israël, qui impose de terribles épreuves aux femmes de Gaza et de Cisjordanie. Nous condamnons la dernière guerre impérialiste en Irak et en Syrie, et la déstabilisation soutenue par les États-Unis du gouvernement bolivarien, progressiste et démocratiquement élu, du Venezuela.

Au Canada, le dangereux projet de loi C-51 en vue de créer un État policier impose de nouveaux pouvoirs extraordinaires afin de criminaliser la dissidence. Agitant le spectre du terrorisme islamique, C-51 en réalité, cible celles et ceux qui critiquent l'austérité, la destruction de l'environnement et la guerre impérialiste, visant directement les femmes qui jouent des rôles dirigeants dans les mouvements ouvrier, autochtone, environnemental et étudiant.



Des millions de femmes au Canada font face à la violence et de l'oppression, mais pas de la part de « terroristes ». Les femmes et les filles autochtones souffrent du fardeau raciste de taux plus élevés de pauvreté, de chômage, et d'incarcération, et d'une longévité spectaculairement plus courte. Plus de 1 200 femmes autochtones ont été assassinées ou ont disparu, tandis que les Conservateurs d'Harper ignorent les appels pour une enquête publique. Les femmes sont opprimées par le « double fardeau » de l'exploitation au travail et de la plus grande part du travail domestique. Le statut inégal des femmes se reflète par un « écart salarial » de 30% ainsi que par d'autres indicateurs.

La communication de chansons misogynes, de chants et de messages Facebook a révélé la profonde culture de viol sur les campus, où les politiques sur le harcèlement et l'équité n'ont pas d'application stricte. Les administrations universitaires doivent cesser de couvrir le harcèlement des femmes, des étudiantes et des étudiants LGBT et racialisés. Le financement des centres de femmes sur les campus doit être augmenté, et une

éducation efficace contre l'oppression en ce qui a trait à la culture du viol est urgente.

Les droits de toutes les femmes à un emploi décent, à l'éducation, à la garde d'enfant, à l'assurance-emploi, etc., sont de plus en plus compromis par l'agenda néolibéral. Les Conservateurs d'Harper, qui se présentent comme « défenseurs de l'égalité des femmes », ont sabré pratiquement chaque organisme fédéral ou chaque service qui a soutenu l'égalité des femmes, ils ont fermé les bureaux de Condition féminine Canada, ils ont éliminé le financement des organisations de femmes qui s'engagent dans la défense l'équité salariale et bloqué les voies légales pour l'obtenir.

Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la réduction de l'accès aux prestations d'assurance-emploi. La « restructuration » de Postes Canada fait perdre des milliers d'emplois actuellement occupés par des femmes. Si les Conservateurs gagnaient une autre majorité, les forces anti-femmes les plus extrêmes au Parlement pourraient constituer une menace grave pour les droits repro-

La riposte populaire à l'offensive du monde des affaires est affaiblie par l'absence d'une voix véritablement pancanadienne pour les droits des femmes. Il y a eu des luttes importantes menées par les mouvements de femmes et les mouvements pro-égalité, et les conférences des femmes du Congrès du travail du Canada ont contribué à maintenir vivante la lutte pour les droits des femmes. Au cours de la dernière année, d'importantes luttes ont été menées par des secteurs de la main-d'oeuvre majoritairement féminins - les travailleuses des services de garde du Québec, les enseignantes et enseignants de Colombie-Britannique et les travailleuses et les travailleurs de la santé de Nouvelle-Écosse. Le moyen le plus important pour lutter contre la pauvreté et la disparité des revenus est d'organiser les femmes non-syndiquées.

Mais le mouvement des femmes a été profondément blessé par les réductions systématiques de financement. Le rétablissement d'une organisation telle que le Comité National d'Action sur le statut des femmes (CNA-NAC), qui pourrait rassembler les femmes du mouvement syndical, les jeunes et les étudiantes, les femmes autochtones et racialisées, et celles des organisations qui luttent pour les droits juridiques, les droits de reproduction, les droits des personnes handicapées, et la garde d'enfants, serait une importante avancée.

Les travailleuses et les travailleurs de tous genres et de toutes origines ont besoin d'une véritable alternative à la cupidité des compagnies. Dirigée par le mouvement syndical et ses alliés, une telle coalition populaire pourrait combattre afin de gagner des emplois durables, des services publics de garde universels, l'amélioration des services sociaux et des possibilités accrues pour les femmes.

Mais tant que le capitalisme perdurera, il générera la pauvreté, l'inégalité, l'exploitation, la dégradation environnementale et la guerre. Ces atrocités sont inhérentes à ce système basé sur la maximisation des profits accaparés par des mains privées. Seul le socialisme, basé sur la démocratie, la propriété collective et le pouvoir de la classe ouvrière, peut libérer l'énorme potentiel créatif et productif du peuple pour satisfaire les besoins humains.

La véritable alternative pour l'égalité des sexes et la survie de l'humanité est le socialisme. Comme le montre la petite île de Cuba, où l'égalité sociale est une priorité, d'énormes progrès dans la condition des femmes peuvent être réalisés à tous les niveaux. Les femmes cubaines élues occupent près de 50% des sièges dans leur Assemblée nationale, par exemple.

Depuis que la JIF a été adoptée par une conférence des femmes de l'Internationale socialiste à Copenhague en 1910, la pleine participation des femmes a été essentielle pour le succès de la classe ouvrière et des mouvements démocratiques. Un monde meilleur est possible et nécessaire. ♦

**Une riposte unitaire peut vaincre**

Droit de grève::

**LA FÉDÉRATION DU TRAVAIL DE SASKATCHEWAN SALUE LA DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME!**

Bureau de People's voice à Vancouver

Les travailleuses et les travailleurs ont remporté une victoire majeure le 30 janvier dernier lorsque la Cour suprême du Canada (CSC) a statué dans une affaire présentée par la Fédération du Travail de la Saskatchewan (SFL) et ses organisations affiliées. La décision 5 contre 2 établit un précédent en déclarant que la Loi sur les services essentiels des services publics du gouvernement du Parti de la Saskatchewan (projet de loi 5) est inconstitutionnelle parce qu'elle viole le droit de grève qui est protégé par la Charte des droits et libertés.

La FTS dit que le jugement signifie que tout gouvernement qui tente de limiter les droits des travailleuses et des travailleurs sera vulnérable face à des contestations judiciaires. Une protection juridique plus forte pour le droit de grève, selon la Fédération, aidera les travailleuses et les travailleurs à former des syndicats et à négocier collectivement pour des salaires équitables et des conditions de travail, et à contrer le pouvoir des employeurs.

«Le mouvement ouvrier de la Saskatchewan a toujours lutté pour les droits des travailleuses et des travailleurs, assuré la protection du public pendant les conflits de travail, et veillé à ce que l'action de grève soit un dernier recours,» a déclaré le président de la FTS, Larry Hubich, « cependant, la reconnaissance du droit de grève est nécessaire pour rétablir l'équilibre entre les travailleuses, les travailleurs et les employeurs ».

«En tant que Canadiennes et Canadiens, nous apprécions la Charte des droits et libertés. Aussi, cette décision aujourd'hui n'est pas seulement une victoire pour les travailleuses et les travailleurs, elle est aussi une victoire pour les valeurs d'équité que

nous partageons tous », a déclaré Hubich, « j'ai l'espoir que le gouvernement du Parti de la Saskatchewan reconnaîtra son erreur, et s'engagera à ne jamais plus laisser son idéologie faire obstacle à une bonne politique publique ».

Les observatrices et les observateurs s'accordent pour dire que la décision lève la barre pour les gouvernements fédéral et provinciaux dans leurs relations avec les employé(e)s du secteur public, en affirmant que droit

présenté le projet de loi 5, qui statuait que, si les employeurs et les syndicats n'étaient pas capables de s'entendre sur lesquelles travailleuses et des travailleurs devraient être considérés essentiels et ne pourraient légalement faire la grève, le gouvernement allait décider.

La majorité des juges de la Cour suprême a statué que ce pouvoir unilatéral violait l'article de la Charte des droits et libertés qui protège la liberté d'association.

vailleurs des services essentiels de faire grève, comparé à l'approche « beaucoup plus cavalière » qu'il avait adoptée par le passé.

«Le gouvernement devra faire plus attention s'il veut intervenir pour interrompre ce droit des travailleuses et des travailleurs», a déclaré Yussuff.

La loi 5 était largement considérée comme des représailles à l'encontre des travailleuses et les travailleurs du secteur public, suite à une grève de milliers d'infirmières en 1999 et un autre des travailleuses et des travailleurs de la route et les agentes et agents correctionnels à la fin de 2006 et au début de 2007.

Les contestations judiciaires avaient commencé en 2008, et la Cour du Banc de la Reine de Regina déclara la loi inconstitutionnelle en Février 2012. Après que Cour d'appel de la Saskatchewan eut infirmé cette décision en 2013, la FTS a interjeté appel à la Cour suprême et l'a emporté.

La décision pourrait affecter syndicats des services publics à travers le pays, comme en Nouvelle-Écosse, où le gouvernement libéral a imposé une loi controversée sur les services essentiels pour les travailleuses et les travailleurs de la santé en avril dernier. Terre-Neuve-et-Labrador et la Colombie-Britannique ont adopté des lois similaires.

(Ainsi qu'au Québec dont le gouvernement est présentement en négociation avec ses 500 000 employé(e)s des services publics et parapublics et qui, à l'instar de grandes entreprises comme Air Canada, est intervenu devant la Cour Suprême pour soutenir le gouvernement de la Saskatchewan. Ndr). ♦



de grève est protégé par la Constitution.

La Cour suprême a donné à la Saskatchewan une année pour adopter une nouvelle législation, et averti que toute nouvelle loi devra être équitable pour les travailleuses et les travailleurs. Le même principe a été utilisé dans une autre décision récente de la CSC donnant le droit aux membres de la GRC de former des syndicats ou des associations.

Après avoir remporté l'élection en 2007, le Parti de la Saskatchewan a

Le ministre du Travail de la Saskatchewan Don Morgan a d'abord dit que la loi de son gouvernement « aurait pu être beaucoup mieux faite qu'elle était. » Mais depuis, son gouvernement a averti qu'il pourrait utiliser la « clause nonobstant » pour s'opposer à la Charte.

Hassan Yussuff, le président du Congrès du travail du Canada, a déclaré que la décision allait forcer le gouvernement à être plus prudent dans l'élaboration des lois visant à empêcher les travailleuses et les tra-

**Suite de la p. 1 Le mouvement syndical...**

syndical au Québec, situation dont le mouvement syndical ne s'est remis que récemment. La grève étudiante au Québec il y a trois ans a été très utile à cette reprise.

L'esprit de cette magnifique mobilisation de 2012 était encore très vivant dans la salle ce soir-là. En fait, une critique serait que, d'une salle comble de plus de 100 militantes et militants syndicaux, une seule voix est venue d'un syndicat local du secteur privé. Le reste provenait du secteur public, en particulier des syndicalistes des collèges et des hôpitaux.

Après avoir passé une motion donnant aux visiteuses et aux visiteurs le droit de parler, Dominique Daigneault, présidente du Conseil central de Montréal, s'est tournée vers la proposition principale: perturbation économique et action syndicale contre l'austérité.

Les syndicalistes ont parlé avec force à l'appui du plan d'action, et beaucoup ont proposé des actions plus durables, plus ciblées et plus larges. Cette étape de la campagne culminera par un grand 1<sup>er</sup> mai d'action qui inclut des perturbations économiques et des grèves où c'est possible.

Bien que l'attention portait parfois un peu sur les détails (y compris proposer de faire une chanson pour le mouvement de protestation ce qui a suscité de forts applaudissements), certaines des propositions suggéraient d'approfondir le programme syndical des revendications contre l'austérité, tel qu'un revenu minimum garanti ou une augmentation générale des

salaires des travailleuses et des travailleurs comme un de ses objectifs déclarés. Plusieurs autres suggestions ont été faites, et à la fin un plan solide contre l'austérité a été adopté.

La question demeure à savoir si les militantes et les militants syndicaux pourront faire de cette riposte une campagne mobilisant l'ensemble des membres et du mouvement syndical dans une action de

de garde d'enfants, ainsi que des étudiantes et étudiants, descendre dans les rues à propos des pensions et d'autres coupes.

Plus tard cette année, les travailleuses et les travailleurs du secteur public atteindront la table des négociations. L'enjeu est important puisque l'actuel gouvernement libéral s'acharne à détruire l'ensemble du modèle québécois d'état-providence. C'est ce qui se cache vraiment derrière l'attaque contre les frais de garderie.

C'est bien sûr outrageant pour les familles ouvrières et pour toutes les Québécoises et les Québécois, mais l'attaque est beaucoup plus grave. C'est la pointe acérée du couteau avec lequel le grand capital veut éviscérer le principe fondamental de l'universalité des programmes sociaux.

Cependant, il y avait de l'énergie dans la salle, consciente de cette attaque et combative. Bien qu'organisée au niveau de Montréal, la réunion aura des répercussions nationales.

Bien sûr, il y avait tout le temps un éléphant dans la pièce. Dans une discussion de perturbation économique, chaque action et stratégie envisagée lors de la réunion - passée, présente

et future - pourrait être considérée comme illégale en vertu de la nouvelle législation du gouvernement fédéral d'Harper, le projet de loi C-51.

Mais si la vision et l'unité démontrées ce soir-là sont des indicateurs, les officières et officiers des syndicats locaux du mouvement syndical québécois sont prêts à affronter le capital et à s'engager pour de grandes luttes. ♦



**Vue d'une partie de l'assemblée spéciale du 18 février 2015 du CCMM-CSN**

masse unitaire. Il ya déjà eu un certain nombre d'actions, dont des occupations de bureaux de députés en janvier par des dirigeantes et dirigeants syndicaux. Et maintenant, on s'inquiète de l'unité du Front commun à la suite de l'adoption du projet de loi 10.

D'autre part, les sondages montrent que la «révolution Barrette» est de loin le plus impopulaire des mesures d'austérité, qui ont vu des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs municipaux et

Comité central du Parti communiste du Canada  
13 au 14 septembre 2014

# Bloquons l'Accord Économique et Commercial Global!

Tous les gouvernements, ainsi que toutes les défenderesses et tous les défenseurs des «accords de libre-échange», ont fait miroiter l'illusion de création d'emplois et de prospérité. Ceux-ci ne se sont jamais matérialisés. En effet, c'est le contraire qui s'est produit. Des centaines de milliers d'emplois ont disparu à cause de l'ALENA, et les experts prédisent qu'au moins 50 000 autres emplois seront perdus à cause de l'AECG, le dernier et le plus dangereux de ces accords.

Dans le secret, le gouvernement conservateur d'Harper, l'Union européenne, et les grandes sociétés transnationales ont récemment conclu la ronde finale des négociations du plus important accord de libre-échange de l'histoire du Canada depuis l'ALENA. Bien qu'il y ait eu des contretemps au Parlement allemand concernant le mécanisme de règlement des litiges, le gouvernement Harper continue de faire pression pour obtenir une signature, du moins sur les principes, en Septembre 2014. L'AECG pourrait prendre effet après avoir été ratifié par les États membres de l'Union européenne, ainsi que par les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada. Cela établi un calendrier très serré pour bâtir une riposte; tout comme l'AMI (Accord multilatéral d'investissement) qui avait été défait, le blocage de l'AECG demeure encore possible grâce à une stratégie de mobilisation de masse et en faisant de cette trahison une question clé de l'élection fédérale, l'an prochain.

L'histoire de l'Accord Économique et Commercial Global avec l'Europe est une histoire de mensonges, de secret, et de flagornerie des compagnies pour concevoir l'attaque la plus dangereuse contre la souveraineté du Canada et contre la démocratie à ce jour. L'AECG mettra la gouvernance canadienne, tant au niveau fédéral que provincial et municipal, effectivement sous la domination des compagnies canadiennes et européennes. L'AECG va bien au-delà de l'ALÉNA, mais en raison des clauses préférentielles de la nation la plus favorisée de l'ALENA, celui-ci sera mis à niveau selon les standards de l'AECG afin que tout le monde puisse se joindre au festin des compagnies. Ce que les Conservateurs et ensuite les Libéraux n'ont pu vendre avec l'ALENA, sera automatiquement vendu avec l'AECG et les mises à niveau de l'ALENA. Ainsi, les intouchables (selon la croyance populaire) tel que l'eau, les soins de santé et l'approvisionnement sont sur le billot avec l'AECG.

Des fonctionnaires mécontents, tant au Canada qu'en Europe, ont divulgué des informations au public sur les deux continents, qui ont traversé le draconien filet de sécurité, le secret, la désinformation et les scandaleux mensonges perpétrés par les négociatrices et les négociateurs. C'est ainsi que nous savons qu'il y a eu une réunion «seulement sur invitation» convoquée en 2009, où les entreprises canadiennes et européennes ont établi leur «liste de souhaits» en vue d'un accord commercial néolibéral. Si ce n'était des «sonneries d'alarme», même les parlementaires n'auraient pas eu connaissance de cela. Les nou-

velles sont vraiment devenues publiques en 2012, quand on a appris que les négociations duraient depuis des années et étaient apparemment en voie de conclusion. Cela a indigné d'importants secteurs du mouvement ouvrier, des chercheurs progressistes et des ONG, au point où le gouvernement fédéral a été contraint de tenir des audiences factices et recevoir des représentations en Novembre 2013. Les auteurs des mémoires ont été contraints de d'appuyer leurs exposés sur des ouï-dire, sur des documents gouvernementaux sommaires préparés pour cette fin, et sur des fuites de documents. Dans le cadre de cette farce, ils ont été entendus par un gouvernement qui savait tout mais officiellement n'admettait rien. Néanmoins, les représentations ont pu démontrer quelques-uns des dangers intrinsèques.

Très tôt dans les négociations, l'UE a fait du plein accès aux marchés publics une question fondamentale et incontournable de l'accord. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Les marchés

commerciaux. Cela signifie, par exemple, que n'importe eau en bouteille qui provient d'une ressource publique et qui est vendue commercialement, fournira les conditions pour qu'elle soit privatisée et commercialisée. L'AECG va privatiser l'eau potable (y compris les services publics municipaux comme les égouts et l'assainissement des eaux) en couvrant en détail ces éléments pour la première fois dans des négociations commerciales canadiennes.

L'AECG aura pour effet de supprimer la capacité démocratique des municipalités, des conseils scolaires, des hôpitaux, des universités, des organismes provinciaux et sociétés d'État, ainsi que des peuples du Québec et autochtones, d'utiliser leurs pouvoirs d'achat pour stimuler l'emploi local et la prospérité. L'AECG va nous engager dans une privatisation partielle et/ou complète des services publics de l'eau, rendant pratiquement impossible la reprise en main par le secteur public de ces services. Il va forcer la privatisation d'autres services publics tels

des produits finis, à valeur ajoutée. Cela a créé un extraordinaire déficit commercial de 28 milliards \$ avec l'UE. Ce déficit ne peut que s'aggraver si nous rendons plus facile (et moins cher) pour les entreprises européennes d'expédier les produits finis au Canada, et plus facile (et moins cher) pour les entreprises canadiennes d'expédier des ressources en Europe.

Une partie du résumé du mémoire qu'Unifor a soumis aux audiences de Novembre 2013 contient ce qui suit: «Nous sommes en train d'octroyer des droits à des investisseurs et à des compagnies privées qui sont du jamais vu. Nous sommes en train d'octroyer aux investisseurs et aux compagnies privées le droit de contester les décisions politiques démocratiques prises par nos gouvernements nationaux et sous-nationaux, si ces décisions portent atteinte à leur droit de faire des profits. Qu'en est-il du droit des travailleuses et des travailleurs d'avoir des emplois décents? Qu'en est-il du droit des citoyennes et des citoyens à prendre des décisions démocratiques?»



Manifestation contre l'AECG à Montréal

Pourquoi un gouvernement canadien quel qu'il soit pourrait-il négocier l'abandon de la souveraineté, céder les pouvoirs législatifs et judiciaires à une clique de représentants d'entreprises internationales, mettre les gouvernements municipaux et provinciaux sous la juridiction de compagnies étrangères, et priver les Canadiennes et les Canadiens du pouvoir de prendre des décisions dans leurs propres pays? Parce que l'AECG aura pour effet de mettre en œuvre le programme néolibéral de privatisation sans qu'il y ait nécessité de décision parlementaire. Le gouvernement Harper va pouvoir ainsi accomplir le programme des compagnies par le truchement d'un accord commercial

qui aura été négocié en secret et qui sera un fait accompli avant même que qui que ce soit, y compris les membres du parlement, ait pu en voir un manuscrit complet. Les partis d'opposition, et en particulier le NPD, se sont déshonorés dans leur soutien à ce qui est essentiellement un acte de trahison. Il y a eu une certaine opposition de la part du mouvement ouvrier, mais les dénonciations et l'opposition la plus importante est venue de forces comme le Centre canadien de politiques alternatives, le Conseil des Canadiens, les mouvements sociaux au Québec, les municipalités, les organisations de soins de santé, les organisations environnementales et les Premières nations.

Le Parti communiste a été profondément engagé dans les luttes contre tous les accords commerciaux passés, de l'ALE à l'ALENA et d'autres, et nous continuons de faire partie de ce combat crucial. Nous appelons à la formation urgente d'un bloc de résistance du mouvement ouvrier du Canada anglophone et du Québec, des Premières nations, des groupes environnementaux et des groupes de femmes, des mouvements sociaux, des partis politiques et des organismes municipaux, pour informer le public des dangers, et pour formuler une riposte d'urgence afin d'arrêter cette dangereuse trahison. ♦

que les magasins d'alcool et Postes Canada.

L'AECG va permettre aux compagnies de s'introduire dans la mine d'or de l'éducation post-secondaire, et de menacer l'intégrité des programmes de recherche, en leur permettant de poursuivre les étudiantes et les étudiants qui dénonceraient des pratiques contraires à l'éthique de recherche.

L'AECG va s'attaquer aux droits des peuples autochtones conférés par les traités, à leur souveraineté et à leur droit à l'autodétermination, à cause de la portée très vaste de l'accord qui donne aux industries étrangères l'accès aux territoires et à l'eau des Premières nations, des Inuits et des Métis.

Dans tous ces accords, des clauses préférentielles dites de «nation favorisée» fournissent une méthode diabolique de mise à niveau de l'état et des conditions de l'entente pour chacune des parties, à celui de la dernière négociée. Aussi mauvais l'AECG puisse-t-il être, les négociations actuellement en cours entre les États-Unis et l'UE sur le «Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement» va assurer des mises à niveau pour le Canada sans qu'il soit partie prenante des négociations.

Ce n'est pas un secret que le Canada exporte principalement des matières premières vers l'Europe qui en retour vend principalement au Canada

# Syriza, un nouveau pôle de la social-démocratie en Grèce

Interview d'Eliseos Vagenas, membre du Comité central du KKE (Parti communiste de Grèce)

et responsable de la section des relations internationales du Comité Central, au "Jornal de Negócios" portugais.

## Quelle est votre interprétation des élections de dimanche (25 janvier 2015)?

Le changement de gouvernement, avec la coalition entre SYRIZA et les Grecs Indépendants (ANEL), reflète le mécontentement et la colère du peuple contre ND et PASOK, les partis qui l'ont plongé dans la pauvreté et le chômage pendant la crise capitaliste. Il reflète également le faux espoir que le nouveau gouvernement de SYRIZA suivra une nouvelle orientation politique en faveur du peuple.

Le KKE estime que la coalition entre SYRIZA et ANEL empruntera la voie habituelle: la ligne de la retraite et du compromis, les engagements au grand capital, aux monopoles, à l'UE et l'OTAN avec toutes les implications négatives pour le peuple et notre pays.

## Qu'attendez-vous d'un gouvernement conduit par SYRIZA? Les décisions prises dans ces premiers jours vous plaisent-elles?

Malgré la propagande bruyante liée aux négociations avec les créanciers partenaires européens et les différences partielles, SYRIZA continuera les engagements du pays anti-peuple envers l'UE. Il a déjà admis que le prochain jour il y aura un nouveau programme d'accord avec les créanciers. Même s'il n'est pas appelé memorandum, il contiendra des conditions anti-peuple telles que les réductions des services sociaux universels publics.

La ligne stratégique du programme de SYRIZA est au service des intérêts des groupes d'affaires, la stratégie de l'UE.

Le programme de SYRIZA, au sujet de la majorité des ouvriers et des familles populaires, distribuera la pauvreté et le chômage à encore plus de personnes.

Au sujet des questions de défense et de politique étrangère, SYRIZA est engagé à l'OTAN et à l'alliance stratégique avec les USA. L'attitude du gouvernement au sujet de la question de l'Ukraine, malgré les protestations, a duré seulement trois jours.

Au quatrième jour le gouvernement grec s'est aligné avec l'UE et a voté pour les mêmes sanctions contre la Russie prises par le précédent gouvernement ND-PASOK (bien qu'il les avait critiquées avec véhémence en tant que parti de l'opposition), avec la porte ouverte pour d'autres bientôt. Les déclarations du Ministre de la Défense qui a annoncé la continuation de la coopération avec Israël sont un autre exemple caractéristique.

**SYRIZA a forgé une coalition avec le parti des Grecs indépendants. Une coalition avec KKE n'aurait-elle pas fait plus de sens ? Pourquoi cela ne s'est pas produit ?**

Non. Elle n'aurait eu aucun sens. Car SYRIZA et KKE ont des orientations totalement différentes.

Avant les élections, notre parti a estimé que SYRIZA, au mesure qu'il n'aurait pas la majorité au parlement, formerait un gouvernement avec l'un des partis qui, comme SYRIZA, sont en faveur de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, les partis qui reconnaissent que le peuple doit

payer pour une dette insupportable dont il ne porte pas du tout la responsabilité, les partis qui insistent sur la voie de développement capitaliste.

Le KKE a une position différente sur ces questions fondamentales et il lutte pour l'annulation unilatérale de la dette, le désengagement de la Grèce de l'UE et de l'OTAN, la socialisation des moyens essentiels de production, avec le pouvoir populaire de la classe ouvrière.

## Quelle sera la position de KKE au parlement grec? Etes-vous disponibles pour approuver des mesures promues par le gouvernement?

Le KKE a pour tâche fondamentale de renforcer l'opposition militante populaire ouvrière,

le nouveau pôle de la social-démocratie en Grèce et il s'intéresse à la gestion du pouvoir bourgeois, avec un "visage de gauche". Le KKE est un parti de la classe ouvrière qui cherche le renversement de la barbarie capitaliste et la construction d'une autre société socialiste-communiste.

## La Grèce devrait quitter la zone euro?

Selon notre évaluation, cela n'est pas suffisant. Sans les autres facteurs que nous avons décrits, tel que le plein désengagement de l'UE et de l'OTAN, la socialisation des moyens de production, l'organisation différente de l'économie et de la société, à lui seul le retour à la monnaie nationale pourrait actuellement mener à de pires développements pour les couches populaires.

**Partout à travers l'Europe les partis qui penchent à gauche ont été élogieux pour la victoire de SYRIZA. Ressentez-vous de même que le KKE est le vrai porte-parole des idéaux de la gauche en Grèce?**

Quelques années en arrière, les mêmes partis ont célébré le prétendu "nouveau vent" avec l'élection de Hollande en France. Aujourd'hui nous savons ce qui s'est développé.

Le KKE, parmi d'autres choses, exprime les véritables traditions militantes du mouvement ouvrier-populaire dans notre pays.

SYRIZA a coupé tout lien avec ces traditions.

## KKE est connu pour ses manifestations de rue. Continueront-elles?

Nous continuerons encore avec une meilleure préparation et planification, en utilisant chaque possibilité et nous contribuerons de sorte que la ligne de la contre-attaque soit plus largement adoptée par le peuple et nous contribuerons aussi au regroupement du mouvement ouvrier-populaire, qui est le facteur décisif qui déterminera le résultat de la lutte. ♦

Eliseos Vagenas

Membre du CC de KKE et Responsable de la section du CC des Relations internationales



Rallye électoral du KKE à Athènes durant la dernière campagne électorale

à l'intérieur et à l'extérieur du parlement, contre les monopoles et leur pouvoir, contre les alliances impérialistes. Nous utiliserons cette force qui nous a été donnée par le peuple dans le but du regroupement et du développement de l'alliance sociale des travailleurs. Nous devons exercer une pression, nous devons lutter pour obtenir tous les gains possibles pour les couches populaires, pour des mesures immédiates pour soulager le peuple. Parmi d'autres choses, nous examinerons attentivement chaque projet de loi, avec pour critère les intérêts des travailleurs, et nous soutiendrons toute loi qui offre un réel soulagement aux ouvriers, une chose que nous avons toujours faite.

## Qu'est-ce qui différencie le KKE de SYRIZA?

Les différences sont énormes. SYRIZA est

**PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC, SECTION DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA**

5359, AVENUE DU PARC MONTRÉAL, H2V 4G9 (438) 338-8890  
PCQPCC@GMAIL.COM

WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA

**rebel youth**

abonnez-vous à **Rebel-Youth**, la revue anglophone de la Ligne de la jeunesse communiste du Canada!

Toute l'info sur [www.ycl-ljc.ca](http://www.ycl-ljc.ca)



**People's VOICE**

Read the paper that fights for labour, peace, equality & socialism!

\$30 for 1 year     \$50 for 2 years  
 Low income special rate : \$15 for 1 year

Name \_\_\_\_\_  
Address \_\_\_\_\_  
Phone \_\_\_\_\_

Send to : People's Voice,  
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 2J1

## LA CONFIANCE INÉBRANLABLE EN LA VICTOIRE QUE NOUS A INCULQUÉ FIDEL CONTINUERA DE GUIDER TOUT NOTRE PEUPLE DÉFENDANT ET PERFECTIONNANT L'OEUVRE DE SA RÉVOLUTION

La Havane 22 Décembre 2014

Discours de Raul Castro Ruz, premier secrétaire du Parti communiste de Cuba et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la clôture de la 4e Session ordinaire de la 8e Législature de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, au palais des Congrès, le 20 décembre 2014, An 56 de la Révolution.

Compañeros et compañeras,

Nous avons vécu ces derniers temps des journées intenses et émouvantes.

Ce mois-ci, nous avons organisé avec succès le 5e Sommet entre Cuba et la Communauté des Caraïbes (Caricom), puis, dimanche dernier, le 13e Sommet de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA), où nous avons rendu l'hommage qu'ils méritaient à ses deux chevilles ouvrières : le cher président bolivarien Hugo Chavez Frias et le commandant en chef de la Révolution cubaine, le compaño Fidel Castro Ruz (Applaudissements).

Nous avons parmi nous Gerardo, Ramon et Antonio, ce qui est un motif de réjouissance et de joie profondes pour tout notre peuple, mais je reviendrai sur ce point important à la fin de mon intervention. Sont aussi présents les compaños Fernando et René, et les proches des Cinq Héros, ainsi que le jeune Elian Gonzalez, son père Juan Miguel et le colonel Orlando Cardoso Villavicencio, Héros de la République de Cuba, qui vécut à un emprisonnement rigoureux de plus de dix ans en Somalie.

Comme de coutume aux sessions de notre Parlement, il m'incombe de passer en revue l'évolution de notre économie en cette année qui tire à sa fin, ainsi que le Plan et le Budget pour 2015, dont les députés ont profondément débattus dans les dix commissions et à la séance plénière d'hier.

Le 9e Plénum du Comité central du Parti tenu jeudi dernier ayant été aussi consacré à l'analyse de ces questions, je n'y ferai qu'une brève référence.

Notre Produit intérieur brut (PIB), on le sait, a enregistré une croissance de 1,3 %, inférieure aux prévisions initiales, du fait, entre autres, des résultats insuffisants du premier semestre pendant lequel nous avons affronté de graves limitations financières faute des revenus extérieurs escomptés, de conditions climatiques défavorables et de carences internes de la gestion économique. Nous sommes parvenus au second semestre à inverser modestement cette tendance et à atteindre des résultats supérieurs.

Le plan de l'an prochain raffermi et renforce cette tendance d'une croissance plus solide de l'économie cubaine, basée sur l'élévation des réserves d'efficacité internes, sur la relance des secteurs productifs, en particulier de l'industrie manufacturière, sur l'optimisation des porteurs énergétiques et sur des investissements supérieurs en infrastructures et en production matérielle, tout en préservant des services sociaux essentiels à notre population, telles la santé publique et l'éducation.

On prévoit pour 2015 une croissance du PIB légèrement supérieure à 4 %, un objectif que nous pouvons atteindre dans la mesure où nous disposons suffisamment à l'avance de meilleures ressources financières qu'au début de 2014. Ce qui ne veut pas dire, tant s'en faut, que cela sera facile. Nous devons continuer d'affronter les effets de la crise économique mondiale et du blocus étasunien qui se maintient, ces deux facteurs entraînant incontestablement des obstacles au développement de notre économie.

Nous continuerons parallèlement d'honorer rigoureusement les engagements que nous avons pris pour restructurer nos dettes envers nos principaux créanciers et contribuer ainsi à la récupération graduelle de la crédibilité de l'économie cubaine dans l'arène internationale.

Hier après-midi, l'Assemblée nationale a voté la Loi budgétaire de l'État pour 2015, laquelle envisage un déficit de 6,2 % du PIB, considéré acceptable dans les circonstances actuelles. Elle incorpore de nouveaux impôts et réduit la taxe fiscale qui frappe le système d'entreprises en correspondance avec l'application graduelle de la Loi fiscale.

Différentes mesures adoptées renforceront le contrôle fiscal face aux indisciplines et à la fraude fiscale par les personnes juridiques et naturelles.

En l'occurrence, il ne faut pas se contenter de punir les transgresseurs, puisque l'impunité équivaldrait à encourager la violation des normes légales en vigueur ; il faut aussi stimuler dans les institutions, les entreprises, les coopératives et chez les travailleurs à leur compte une culture du « civisme fiscal », pour faire comprendre que les impôts constituent la formule principale pour redistribuer le reve-

nu national dans l'intérêt de tous les citoyens.

Par ailleurs, nous avons continué de mettre en œuvre les Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution adoptées par le 6e Congrès. Nous sommes entrés à cet égard, comme nous l'avons dit, dans une étape qualitativement supérieure où l'on abordera des tâches extrêmement complexes dont la solution aura des retombées sur tous les aspects de l'activité nationale.

Je veux parler, en premier lieu, de l'unification monétaire en vue de laquelle nous avons solidement progressé au second semestre du point de vue conceptuel et tracé un train de mesures d'envergure pour éviter que l'économie et la population en souffrent.

La décision de généraliser les ventes en pesos convertibles (CUP) dans les magasins en devises a été favorablement accueillie, et nous l'élargirons d'une manière graduelle.

Je saisis l'occasion pour ratifier deux concepts incontournables :

Tout d'abord, l'unification monétaire n'est ni la panacée, ni la solution immédiate à tous nos problèmes économiques.



Cette décision importante doit s'accompagner d'un train de mesures macroéconomiques qui favoriseront la réorganisation monétaire du pays par des instruments capables de garantir l'équilibre des finances nationales, ce qui contribuera de façon décisive à améliorer le fonctionnement de notre économie et la construction à Cuba d'un socialisme prospère et durable.

Le second concept n'est pas moins important : les dépôts bancaires en devises étrangères, en pesos convertibles cubains (CUC) et en pesos cubains (CUP), ainsi que les liquidités aux mains de la population et des personnes juridiques nationales et étrangères seront garantis.

Nous n'ignorons pas que certains, dans le pays et à l'étranger, n'ont cessé de se prononcer, parfois d'une façon saine, parfois d'une façon absolument malsaine, sur le rythme de la mise à jour de notre modèle économique.

On n'a pas manqué non plus, depuis l'étranger, de nous exhorter à hâter la privatisation, y compris des principaux secteurs de production et de services, ce qui reviendrait à baisser le pavillon du socialisme à Cuba.

Ces gens-là, à ce qu'il semble, n'ont même pas pris la peine de lire nos Orientations, où il est écrit clairement : « ...le système économique qui prévaudra continuera de reposer sur la propriété socialiste de tout le peuple sur les moyens de production fondamentaux, et le principe de distribution socialiste : ' De chacun selon ses capacités ; à chacun selon son travail' devra régir. »

Nous continuerons de mettre en œuvre les accords du 6e Congrès du Parti communiste de Cuba, en toute responsabilité, fermement, à la vitesse dont nous déciderons ici souverainement, sans mettre en péril l'unité des Cubains, sans laisser quoi que ce soit livré à son sort, sans appliquer de

thérapies de choc et sans jamais renoncer aux idées de justice sociale de cette Révolution des humbles, par les humbles et pour les humbles.

Nous lancerons l'an prochain les préparatifs du 7e Congrès du Parti, qui se tiendra en avril 2016, et en vue duquel les militants communistes et tout le peuple débattront de manière démocratique et ample de la mise en œuvre de ces Orientations.

La mise à jour de notre modèle va étroitement de pair avec la décentralisation graduelle – je répète : graduelle – des facultés, depuis les ministères jusqu'au système d'entreprises.

Impossible de le faire en un tournemain, si nous voulons réussir. Nous devons nous donner le temps de préparer et de former, comme nous le faisons, les cadres à tous les niveaux, de modifier les mentalités archaïques, de rejeter de vieilles habitudes, ainsi que d'élaborer et mettre en place le cadre juridique et les procédés précis qui permettront aux uns et aux autres de contrôler si les décisions sont appliquées correctement, de rectifier les erreurs en temps opportun et d'éviter ainsi des reculs fâcheux.

C'est pour favoriser une plus grande autonomie de l'entreprise publique socialiste que, entre autres mesures, son objet social a été élargi et assoupli, que les fonctions de l'État ont été définies et que des facultés lui ont été concédées pour vendre ses excédents de production. Par ailleurs, les limites administratives concernant les salaires liés aux résultats ont été supprimées.

Ces transformations devront s'exécuter graduellement, sans hâte, dans l'ordre, la discipline et l'exigence.

La juste aspiration à de meilleurs salaires est une question très sensible, et nous n'avons pas le droit de nous tromper, ni de nous laisser emporter par des vœux pieux ni d'improviser.

Nous nous réjouissons de voir s'élever peu à peu les salaires de ceux qui travaillent dans les activités où les résultats sont les plus efficaces et qui apportent des bénéfices ayant un impact économique et social spécifique.

Toutefois, qu'il soit bien clair que nous ne pouvons distribuer une richesse que nous n'avons pas été incapables de créer. Le faire aurait de graves conséquences sur l'économie nationale et sur chaque citoyen. Inonder les rues d'argent sans une croissance équivalente de l'offre de biens et services provoquerait une inflation, un phénomène qui, entre bien d'autres effets, réduirait le pouvoir d'achat des salaires et des pensions, et frapperait en premier lieu les plus modestes. Et nous ne pouvons pas le permettre.

Durant la première année d'application de la nouvelle politique salariale, de nombreuses entreprises ont violé l'indice de dépense salariale ajustée au peso de valeur ajoutée brute, autrement dit, elles ont payé des salaires plus élevés sans la valeur correspondante en production. Et c'est là, comme j'en ai averti à plusieurs reprises, une indiscipline grave, très grave, que les dirigeants administratifs et les organisations syndicales doivent combattre résolument.

Dans notre système social, nul ne l'ignore, les syndicats défendent les droits des travailleurs, et, pour ce faire, ils doivent être les premiers à veiller non seulement sur les intérêts d'un lieu de travail déterminé, mais sur les intérêts de toute la classe ouvrière, lesquels sont, par essence, les mêmes que ceux que soutient la nation entière.

Nous ne pouvons laisser se développer et se renforcer l'égoïsme et la cupidité chez nos travailleurs. Nous voulons tous de meilleurs salaires, et nous en avons tous besoin, mais il faut auparavant créer la richesse pour pouvoir la distribuer ensuite selon la contribution de chacun.

Bien entendu, je n'ai pas mentionné de nombreuses autres questions liées à la mise à jour de notre modèle économique : d'autres déviations se sont présentées que nous devons rectifier à temps pour ne pas avoir à faire marche arrière. Mais pour cela, nous devons travailler avec beaucoup de sérieux et de sens de nos responsabilités.

Personne au monde ne peut contester l'action remarquable de Cuba, cette année-ci, dans

Suite p. 11→

## Suite de la p. 10

l'arène internationale.

Le défi que nous avons à relever en tant que Cubains est très grand : situer l'économie à la hauteur du prestige politique que notre petite île des Antilles a conquis grâce à la Révolution, à l'héroïsme et à la capacité de résistance de son peuple. L'économie restant l'examen qu'il nous faut encore réussir, nous avons le devoir de l'acheminer définitivement vers le développement durable et irréversible du socialisme cubain.

Comme je l'ai dit au début, les députés et le peuple tout entier ressentent une émotion et une joie énormes devant le retour dans notre patrie de Gerardo, de Ramon, d'Antonio, de Fernando et de René. La promesse de Fidel, voilà maintenant treize ans, s'est accomplie ! L'exemple de fermeté, de sacrifice et de dignité extraordinaire des Cinq enroueillit la nation tout entière, qui a bataillé inlassablement pour leur libération et qui les accueille aujourd'hui en véritables héros (Applaudissements).

Je tiens à réitérer ma profonde et sincère gratitude à tous les mouvements et comités de solidarité qui se sont battus pour arracher leur liberté, aux gouvernements, aux parlements, aux organisations, aux institutions et aux personnalités qui, en grand nombre, y ont grandement contribué.

Le peuple cubain sait gré au président des États-Unis, Barack Obama, de cette juste décision. Il a levé ainsi un obstacle aux relations entre nos pays.

Le monde entier a réagi positivement aux annonces faites mercredi dernier, appréciant leur importance pour les relations internationales, surtout pour les relations des États-Unis avec la région, ce qui a suscité des déclarations favorables de gouvernements, de présidents et de personnalités reconnues, ce dont nous les remercions sincèrement.

Elles ont été le fruit de conversations soutenues au plus haut niveau, dans la plus grande discrétion, et qui ont bénéficié de la contribution du Pape François et des facilités offertes par le gouvernement canadien.

Ce résultat découle aussi des profonds changements intervenus en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont les gouvernements et les peuples réclament à l'unisson que les États-Unis suivent une autre politique envers Cuba.

Nous nous félicitons de la décision du président Obama d'écrire un nouveau chapitre dans les relations entre nos deux nations et d'opérer dans la politique étasunienne les changements les plus marquants de ces cinquante dernières années.

Nous apprécions comme elle le mérite sa disposition d'engager au Congrès un débat sur la levée du blocus, ainsi que son souhait d'instaurer un avenir meilleur pour nos deux peuples, pour le continent et pour le monde.

Nous partageons l'idée qu'une nouvelle étape peut s'ouvrir entre les États-Unis et Cuba, à commencer par le rétablissement des relations diplomatiques qui devront reposer sur les conventions relatives aux relations diplomatiques et consulaires régissant la conduite des missions correspondantes et de leurs fonctionnaires.

Nous assisterons aux contacts de haut niveau entre les deux gouvernements dans un esprit constructif, de respect et de réciprocité, afin de progresser vers la normalisation des relations bilatérales.

Comme je l'ai dit le 17 décembre, un pas important a été fait, mais reste à régler l'essentiel : la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba, et qui s'est renforcé ces dernières années, surtout dans le domaine des transactions financières où les États-Unis ont infligé des amendes aussi énormes qu'illégitimes à des banques de différents pays.

Compte tenu des conditions qui ont été annoncées, notre peuple doit comprendre qu'il s'agit là d'une lutte longue et difficile, qui exigera que la communauté internationale se mobilise et que la société étasunienne continue de réclamer la levée du blocus.

Tous les sondages indiquent que la majorité des Étasuniens et une majorité encore plus large de l'émigration cubaines sont favorables à la normalisation des relations bilatérales. Au Congrès, qui a converti en loi les dispositions du blocus, grandit aussi l'opposition à cette politique.

Nous espérons que le président Obama utilisera avec décision ses prérogatives exécutives pour modifier substantiellement les aspects du blocus qui n'exigent pas l'approbation du Congrès.

Pour notre part, nous étudierons la portée et les modalités d'application des mesures exécutives positives que le président Obama a annoncées.

L'instruction qu'il a donnée de réviser l'inscription injustifiable de Cuba sur la liste des États parrainant le terrorisme est encourageante. Les faits

prouvent que Cuba a justement été victime de nombreux attentats terroristes, dont beaucoup des auteurs, comme on le sait, jouissent aujourd'hui de l'impunité, et qui ont occasionné parmi notre peuple des milliers de morts et de mutilés.

Les prétextes avancés à ces fins sont absolument infondés, comme le sait le monde entier. Ils ne servent que d'arguties à certains intérêts politiques pour justifier la recrudescence du blocus, notamment dans le secteur financier.

Cuba n'a jamais organisé, ou financé, ou exécuté un seul acte terroriste contre aucune personne, aucun intérêt ni aucun territoire des États-Unis, et elle ne le permettra pas. Chaque fois que nous avons eu des informations sur des plans terroristes contre ce pays, nous en avons informé son gouvernement auquel voilà des années que nous proposons d'établir un accord de coopération en la matière.

Nous avons toujours été disposés à un dialogue respectueux et réciproque, sur un pied d'égalité, afin de traiter les points les plus divers, sans la moindre atteinte à notre indépendance et à notre autodétermination, et sans renoncer, comme l'a toujours signalé Fidel, à un seul de nos principes.

Il ne sera possible de progresser, je le répète, que dans le respect mutuel, lequel implique l'observation des principes du Droit international et de la Charte des Nations Unies, dont l'égalité souveraine des États, l'égalité en droits et l'autodétermination des peuples, le règlement des différends internationaux par des voies pacifiques, le non-recours à la force ou à la menace de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance de n'importe quel État, l'obligation de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la juridiction des États, ce qui implique que toute forme d'ingérence ou de menace visant les facteurs politiques, économiques et culturels d'un État constitue une violation du droit international.

### **Que l'on comprenne bien que Cuba est un État souverain, dont le peuple a voté librement par référendum une Constitution qui a décidé de son cap socialiste et de son système politique, économique et social !**

La Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Région de paix, signée par les chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) au Sommet tenu le 29 janvier dernier à La Havane, affirme que tout État a le droit inaliénable de choisir son système politique, économique, social et culturel sans aucune forme d'ingérence de la part d'un autre État, ce qui constitue un principe du droit international. Ce document a été signé ici, à La Havane, par tous les chefs d'État ou de gouvernement de ce sous-continent, exception faite, bien entendu, des États-Unis et du Canada, qui n'y assistaient pas.

De profondes différences séparent les gouvernements étasunien et cubain, entre autres des conceptions distinctes sur l'exercice de la souveraineté nationale, sur la démocratie, sur les modèles politiques et sur les relations internationales.

Nous réitérons notre disposition à un dialogue respectueux et réciproque sur nos divergences. Nous avons des convictions arrêtées et de nombreuses inquiétudes sur ce qu'il se passe aux États-Unis en matière de démocratie et de droits de l'Homme, et si nous acceptons de discuter, à partir des fondements déjà énoncés, de n'importe quel point que les États-Unis voudraient aborder, eh bien nous le ferons, sur les réalités d'ici, mais aussi sur celles de là-bas.

Que l'on ne prétende pas, pour une amélioration de ses relations avec les États-Unis, que Cuba renonce aux idées pour lesquelles elle a lutté plus d'un siècle durant, pour lesquelles son peuple a versé beaucoup de sang et au nom desquelles elle a couru les plus grands périls !

Que l'on comprenne bien que Cuba est un État souverain, dont le peuple a voté librement par référendum une Constitution qui a décidé de son cap socialiste et de son système politique, économique et social ! (Applaudissements.)

De la même manière que nous n'avons jamais demandé aux États-Unis de changer leur système politique, de la même manière nous exigeons qu'ils respectent le nôtre !

En tant que gouvernements, nous devons adopter des mesures mutuelles à même de prévenir et d'éviter des faits qui pourraient entraver les progrès escomptés dans les relations bilatérales, dans le respect des lois et de l'ordre constitutionnel de chaque partie.

Nous n'ignorons pas que le président Oba-

ma, une fois ces mesures annoncées, a dû supporter des critiques virulentes de la part de forces qui s'opposent à la normalisation des relations avec Cuba, dont des législateurs d'origine cubaine et des meneurs de groupuscules contre-révolutionnaires qui refusent de perdre le train de vie que leur ont procuré des dizaines d'années d'affrontement entre nos pays. Ils feront tout leur possible pour saboter cette évolution, et il faut s'attendre à des provocations de toute sorte. De notre côté, nous ferons preuve d'une conduite prudente, modérée, réflexive, mais résolue (Applaudissements).

Cuba compte de nombreuses et diverses organisations de masse, syndicales et sociales, de paysans, de femmes, de lycéens et d'étudiants, d'écrivains et d'artistes, qui sont même représentées au Conseil d'État, ainsi que des organisations non gouvernementales dont beaucoup sont représentées à cette Assemblée de députés, et qui s'offenseraient qu'on puisse les confondre avec quelques centaines d'individus qui reçoivent de l'argent, des instructions et de l'oxygène de l'étranger.

Nous continuerons de défendre devant les organismes multilatéraux, telle l'Organisation des Nations Unies, la paix, le droit international et les causes justes, ainsi que de dénoncer les menaces à la survie de l'espèce humaine que constituent les changements climatiques et les arsenaux atomiques.

Nous continuerons de promouvoir la jouissance, par toutes les personnes, des droits de l'Homme, dont les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que le droit des peuples à la paix et à l'autodétermination.

La Révolution cubaine sait profondément gré aux peuples, aux partis et aux gouvernements qui lui ont témoigné une solidarité invariable et permanente, et elle continuera de fonder sa politique extérieure sur la fidélité indéfectible à ses principes (Applaudissements).

Les relations spéciales que nous entretenons avec la République bolivarienne du Venezuela en sont tout un symbole. Nous continuerons de l'appuyer face aux tentatives de déstabilisation que souffre son gouvernement légitime, dirigé par le compaño président Nicolas Maduro Moros, et nous rejetons les prétentions d'imposer des sanctions à cette nation sœur (Applaudissements).

Nous sommes prêts, comme je l'ai dit voilà quelques jours, à coopérer avec les États-Unis de manière multilatérale et bilatérale face aux dangers qui exigent des interventions humanitaires collectives et efficaces, qu'on ne devrait jamais politiser.

C'est le cas de la lutte contre l'épidémie à virus Ébola en Afrique de l'Ouest et de sa prévention dans les Amériques, comme l'a affirmé le Sommet extraordinaire de l'ALBA sur ce thème, qui s'est tenu en octobre dernier à La Havane.

Je répète ce que j'ai dit aux récents Sommet de la Caricom et de l'ALBA : je remercie le président panaméen, Juan Carlos Varela, de m'avoir invité à participer au 7e Sommet des Amériques, et je confirme que j'y assisterai pour exprimer les positions de Cuba, sincèrement et en y respectant tous les chefs d'État ou de gouvernement sans exception.

La participation de Cuba est le fruit du consensus solide et unanime de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui vivent une époque spéciale et qui se sont unies dans leur diversité au sein de la CELAC, que Cuba s'est honorée de présider l'an dernier.

Nous n'oublions pas que l'ALBA, en le réclamant inlassablement avec le concours de tous les pays de la région, a réussi à faire éliminer les vieilles et honteuses sanctions imposées à Cuba en 1962 par l'Organisation des États américains, et ce au Honduras où, à peine un mois après, son président, le compaño Zelaya, était renversé par un coup d'État.

Compañeras et compañeros,

Nous fêterons dans quelques jours le Nouvel An et le 56e anniversaire de la Révolution ; voilà seulement deux jours, le 18 décembre, nous avons évoqué le 58e anniversaire de ma rencontre avec Fidel à Cinco Palmas de Vicana, en plein cœur de la Sierra Maestra (Applaudissements) et de son exclamation historique, quand il eut appris que nous pouvions compter sur sept fusils pour reprendre la lutte : « Cette fois, la guerre est gagnée ! » (Applaudissements.)

La confiance inébranlable en la victoire que nous a inculquée Fidel continuera de guider tout notre peuple défendant et perfectionnant l'œuvre de sa Révolution.

Je vous félicite pour le Nouvel An !

Saluons l'An 57 de la Révolution cubaine !

Je vous remercie. (Ovation.)

# Cuba soutient le Venezuela après la tentative de coup d'état de l'opposition pro-USA

JBC pour [www.initiative-communiste.fr](http://www.initiative-communiste.fr) avec l'aide de dépêches de Telesur et Prensa-Latina

Ce 20 février le gouvernement vénézuélien a déclenché des mécanismes de défense contre les menaces croissantes de coup d'État et d'agressions externes. Jeudi 19 février 2015, Nicolas Maduro, président du Venezuela, a révélé la découverte de plans fascistes – notamment avec la signature d'un « Accord national pour la transition » visant à la réalisation d'un coup d'état pour imposer un « gouvernement de transition » et nommer un nouveau chef d'État.

Le président de l'Assemblée Nationale du Venezuela Diosdado Cabello a révélé les détails jeudi soir de ce qui selon le gouvernement était un « coup d'État déjoué. » Son annonce publique a suivi celle faite plus tôt par le président Nicolas Maduro.

Cabello et Maduro ont indiqué que le plan a été financé par les États-Unis et devait être réalisé jeudi matin lors de l'anniversaire du début des blocs et manifestations violentes organisées l'année dernière par l'opposition par des marches de

la jeunesse du pays. Plusieurs personnes auraient alors été tuées pendant les manifestations, tandis que les cibles stratégiques auraient été bombardés dans une tentative de renverser le gouvernement Maduro.

Cabello a dit qu'il était important d'informer les gens des plans et des noms des personnes impliquées dans la tentative, qui dit-il inclus un petit groupe de civils et de fonctionnaires de la Force aérienne. Il a dit que grâce aux actions de sécurité et de renseignement conduites par les fonctionnaires de l'État, diverses personnes ont été arrêtés et leurs matériels confisqués, y compris un ordinateur avec les «objectifs tactiques du groupe de coup d'État.»

Cabello a montré une carte, contenues par cet ordinateur, qui pointe divers bâtiments marqués comme «objectifs tactiques», y compris le palais de Miraflores, le ministère de la justice, le bâtiment TELESUR, le Conseil national électoral (CNE), et le siège des services de renseignements

militaires.

Ce n'est pas la première fois que les forces de la réaction capitaliste, en lien avec le soutien de l'impérialisme américain, prépare ou tente un coup d'état contre le Venezuela bolivarien et sa révolution, avec systématiquement le soutien des médias capitalistes occidentaux.

Le maire de Caracas, Antonio Ledezma, chef d'opposition lié à la tentative de coup d'État et l'un des signataires avec Leopoldo Lopez et Maria Corina Machado de « l'Accord national pour la transition » qui activerait cette action déstabilisatrice a été arrêté.

Parmi les soi-disant mesures immédiates convoquées par ce document antidémocratique figuraient la suspension de garanties et les menaces contre la mission cubaine au Venezuela, selon M. le Président.

**Plus que jamais, solidarité internationaliste avec le peuple du Venezuela. No Pasaran !**

## Déclaration du ministère des relations extérieures de la république de Cuba

Le ministère des relations extérieures de la république de Cuba exprime sa solidarité indéfectible et son soutien au peuple et au gouvernement de la république bolivarienne de Venezuela et à son président légitime Nicolas Maduro Moros, face à la récente tentative de coup d'état, aux plans d'attentats et aux conspirations dénoncées antérieurement.

Cuba rejette la guerre économique et médiatique contre la Révolution Bolivarienne et dément énergiquement les déclarations et les ingérences des États-Unis et de l'organisation des

états américains qui alimentent et promeuvent la subversion interne, en violation de la souveraineté, de l'indépendance et de la libre détermination du peuple Vénézuélien.

Le ministère des relations extérieures de la république de Cuba réaffirme que les collaborateurs Cubains présents dans la nation sœur continueront à remplir leur devoir quelles que soient les circonstances, au service du noble peuple frère du Venezuela.

La Havane, 20 février 2015

« Année 57 de la Révolution »

## L'augmentation des salaires : une priorité du programme de Maduro

Par Ben Chacko, Morning Star (UK)

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a promis des solutions socialistes pour les problèmes économiques du pays le 21 janvier, jurant que la baisse des prix du pétrole ne ferait pas dérailler la révolution bolivarienne.

Dans son discours annuel à l'Assemblée nationale Maduro a dénoncé la « guerre économique » menée contre le pays par des intérêts désespérés du monde des affaires pour saboter le projet socialiste. Il a reconnu que l'emballlement de l'inflation était source de problèmes pour les Vénézuéliennes et Vénézuéliens ordinaires – et a annoncé une hausse de 15 % des salaires et des retraites pour aider les gens à s'en sortir.

Les bourses d'études seront augmentées et 400 000 nouvelles maisons construites pour les personnes à faible revenu, a dit Maduro.

Ses mesures ambitieuses sont un camouflet pour les économistes de droite et les organismes internationaux qui ont recommandé leur méde-

cine habituelle d'austérité pour les difficultés économiques, malgré l'impact désastreux qu'elle a eu sur les pays en Europe.

immédiate n'ait été annoncée. La subvention de l'État pour l'essence peut être retirée, a-t-il averti, ajoutant avec ironie: « Si vous voulez, crucifiez-moi, tuez-

pays - la Chine, en particulier, a été une source-clé de prêts - les problèmes financiers immédiats pourraient être traités. Même si le pétrole était moins rentable qu'auparavant, la nation doit être fière de son l'indépendance, a-t-il dit.

«Imaginez si les États-Unis contrôlaient encore les champs pétrolifères du Venezuela. Ils utilisent le pétrole comme une arme géopolitique pour gagner une position dominante dans le monde ».

Le critique de l'opposition, Juan Pablo Garcia a prétendu que c'était le bon moment pour le «régime» de «quitter le pays », malgré les échecs répétés de la droite de le renverser aux élections.

Mais comme Maduro commençait son discours, la majorité socialiste unifiée et communiste dans l'Assemblée a scandé: « Ils ne vont pas revenir », se référant aux gouvernements corrompus de droite dont le pays a souffert avant que le prédécesseur du président, Hugo Chavez, soit élu en 1998. ♦



Le président a dit que les prix de l'essence - les plus bas dans le monde - étaient une « distorsion » qu'il serait impossible de maintenir indéfiniment, bien qu'aucune augmentation

moi. Oui, nous avons moins de dollars. Mais Dieu y pourvoira.»

L'écart entre riches et pauvres continuait à diminuer, a-t-il dit, et avec l'aide des alliés du

### LE PCQ EN QUELQUES MOTS:

*Le Parti communiste du Québec est un parti dédié à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Ses membres sont actifs au sein des syndicats, des organisations communautaires et populaires, auprès des jeunes, du mouvement des femmes et des organismes de solidarité internationales. Les rangs du PCQ sont ouverts à tous ceux et celles qui veulent lutter contre l'exploitation et contre toutes les formes d'injustice, en particulier l'oppression du peuple québécois, et pour l'abolition du système capitaliste et son remplacement ultime par le socialisme, puis par le communisme. Pour parvenir à ces objectifs, nous croyons essentiel que la classe ouvrière s'unisse et conquière, en alliance avec les autres couches exploitées de la population, le pouvoir politique. Les membres du PCQ font également partie du Parti communiste du Canada (PCC). Le PCQ possède cependant un statut particulier au sein du PCC. Ce statut découle de la reconnaissance au sein du mouvement communiste du fait national québécois. Depuis sa fondation, en 1921, le Parti communiste a accumulé une grande expérience. Son histoire est intimement liée à de nombreuses avancées des mouvements ouvrier et populaire. Joignez vous à un parti dont les différentes composantes, d'un bout à l'autre du pays, oeuvrent sans relâche pour contrer le discours néolibéral, favoriser le développement d'un mouvement de riposte et faire progresser le combat social.*



# CINÉMA PCQ

tous les derniers jeudi du mois, 18h30  
centre culturel simon bolivar : 394, boulevard de maisonneuve ouest

L'entrée est gratuite.  
Suivez nous sur facebook pour plus de détails!

### Un journal pour le peuple, pas pour les profits!

NOM: \_\_\_\_\_  
ADRESSE: \_\_\_\_\_



6 numéros pour 25\$

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc, Montreal, H2V 4G9  
Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"